

**Ministère du Travail, de l'Emploi  
et de la Jeunesse**

-----

**Secrétariat Général**

-----

***Observatoire National de l'emploi  
Et de la formation professionnelle***

**Burkina Faso**  
***Unité - Progrès - Justice***

## **ETUDE SUR L'EVOLUTION DE L'EMPLOI AU BURKINA FASO**

**Idrissa Kaboré**

Avec l'appui de : **Tinga Sinaré, Démographe INSD**

***décembre 2005***

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| SIGLES ET ABREVIATIONS.....  | 3  |
| INTRODUCTION .....   | 4  |
| I. CONTEXTE ET METHODOLOGIE.....   | 5  |
| 1.1 Contexte et problématique .....  | 5  |
| 1.2 Objectifs .....  | 6  |
| 1.3 Méthodologie .....   | 6  |
| 1.4 Limites et difficultés .....   | 7  |
| II. QUESTION DE TERMINOLOGIE ET SOURCES DE DONNEES .....                               | 8  |
| 2.1 Activités économiques et emploi .....  | 8  |
| 2.2 Catégories de population par rapport à l'emploi.....                               | 9  |
| 2.3 Indicateurs clés sur l'emploi .....  | 11 |
| 2.4 Quelques variantes de définitions liées à l'emploi.....                            | 13 |
| 2.5 Sources de données (opérations de collectes et statistiques administratives) ..... | 15 |
| 2.6 Vue d'ensemble.....  | 16 |
| III. APERCU SUR L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....                          | 17 |
| 3.1 Statut d'activité de la population en âge de travailler .....                      | 17 |
| 3.2 Situation dans l'emploi et professions de la population active occupée .....       | 18 |
| 3.3 Branches et secteurs d'activités .....   | 19 |
| 3.4 Tendances de l'emploi et de la formation professionnelle.....                      | 21 |
| IV. PERSPECTIVES DE L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....                      | 27 |
| 4.1 Stratégie de projection de l'emploi et la formation.....                           | 27 |
| 4.2 Futur de l'emploi et de la formation professionnelle et implications.....          | 27 |
| V. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS .....  | 34 |
| CONCLUSION .....   | 35 |
| Annexe 1 : Tableaux .....  | 37 |
| Annexe 2 : Liste des documents consultés.....  | 40 |
| Annexe 3 : Termes de référence de la mission.....                                      | 41 |
| Annexe 4 : Liste des personnes ressources rencontrées .....                            | 43 |
| Annexe 5 : Professions et métiers de la CITP adaptés au Burkina Faso .....             | 44 |

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

ANPE : Agence nationale pour la promotion de l'emploi  
CITP : Classification internationale type des professions  
CSLP : Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté  
EBCVM : Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages  
EDS : Enquête démographique et de santé  
EP : Enquête prioritaire sur les conditions de vie des ménages  
ONEF : Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle  
ONG : Organisation non gouvernementale  
PIB : Produit intérieur brut  
RGP : Recensement général de la population de 1985  
RGPH : Recensement général de la population et de l'habitation de 1996  
SND : Service national pour le développement

## INTRODUCTION

Dans le cadre de la politique de l'emploi au Burkina Faso, il a été observé que depuis les deux dernières décennies des changements socio-économique, institutionnel et légal sont survenus. Ainsi, malgré les efforts des pouvoirs publics, les politiques de financement de l'économie ont été jugées insuffisantes alors que persistent des distorsions sur le marché des facteurs entraînant un ralentissement de l'activité économique. Dans les secteurs moderne et informel, la crise a conduit à des compressions et des licenciements de personnel. Les différentes études sur «Le profil de pauvreté au Burkina Faso» effectuées révèlent que le niveau général de développement de la population rurale est resté faible compte tenu de la faiblesse pluviométrique. Au plan institutionnel et légal, l'ensemble des textes qui régissent l'activité économique en l'occurrence les codes du commerce, des investissements et des impôts ne sont pas très favorables aux acteurs de l'économie qui les trouvent contraignants dans l'ensemble.

Cependant, des mesures ont été prises pour l'amélioration de l'accès des acteurs aux facteurs de production dont le crédit, le développement d'un système de formation professionnelle orienté vers les besoins en compétence des divers secteurs de l'économie, l'application des mesures de régulation du travail grâce à une réglementation favorable aux investissements et à l'emploi, la législation en matière de travail des enfants, la non discrimination professionnelle en ce qui concerne les femmes et enfin la promotion d'une culture de concertation et de dialogue avec les partenaires au développement.

En 1995, avec l'adoption de la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable (LIPDHD), dont l'une des priorités est la valorisation des ressources humaines par la promotion de l'emploi et le développement de la formation professionnelle, il est apparu la nécessité de disposer d'un système intégré d'informations y compris sur l'emploi et la formation professionnelle. De plus la promotion de l'emploi a une place de choix dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. En effet, le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) adopté en 2000 en son axe 3 «Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres» a réaffirmé l'importance accordée à la promotion de l'emploi en insistant sur l'identification d'indicateurs de suivi et d'évaluation des différents programmes et politiques de promotion d'emploi et de formation professionnelle. Ainsi, le Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance Economique (PRGE), qui a pour objectif d'appuyer le Gouvernement de façon coordonnée avec les autres partenaires au développement, en vue d'améliorer la gouvernance économique pour assurer un environnement politique et économique approprié à la lutte contre la pauvreté et au renforcement du Développement Humain Durable (DHD), a repris la recommandation de créer deux observatoires : un Observatoire de la pauvreté et du DHD et un Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

En somme, la création d'un observatoire de l'emploi et de la formation professionnelle répond à une nécessité qui tient à l'absence d'une structure spécialisée de production, de collecte, d'analyse et de diffusion des données sur le marché de l'emploi et de la formation professionnelle. Sa finalité étant d'aider à mettre en place une structure légère qui devra être opérationnelle avec les attributions :

- de collecte, traitement, analyse et diffusion des informations sur le marché de l'emploi ;

- de mise à la disposition du public et des décideurs publics et privés des éléments de compréhension et d'orientation en matière de création d'emploi et d'amélioration de l'adéquation de la formation aux possibilités présentes et futures du marché du travail ;
- d'identification des filières porteuses de création d'emploi ;
- d'analyse de l'incidence des décisions et mesures législatives et réglementaires sur l'emploi et la formation ;
- d'étude de l'incidence des investissements sur l'emploi et la formation ;
- d'organisation des fora d'échange et de sensibilisation sur l'emploi et la formation ;
- de création et de mise à jour régulière d'une banque de données sur l'emploi et la formation.

## **I. CONTEXTE ET METHODOLOGIE**

### **1.1 Contexte et problématique**

L'importance de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi que celle de l'identification d'indicateurs de suivi-évaluation des politiques et programmes y afférents ont été reconnus dans un des axes du CSLP qui recommande l'élargissement des opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres.

Le document cadre de stratégie de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle quant à lui, définit les orientations fondamentales du Ministère en matière de promotion de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Dans le secteur de l'emploi, il vise l'instauration d'une visibilité sur le marché de l'emploi et du travail, la création d'un environnement institutionnel et juridique propice à l'emploi productif, l'accroissement de l'offre de produits financiers accessibles aux promoteurs et aux micro et petites entreprises et la mise en œuvre de programmes de création directe d'emploi au profit des groupes sociaux spécifiques. Dans le domaine de la formation professionnelle, ce sont la normalisation du dispositif national de formation professionnelle et des curricula de formations, l'accès du plus grand nombre de Burkinabés à la formation professionnelle et la mise en place d'un dispositif de financement efficace et durable de la formation qui sont visés. En vue de rendre opérationnelles ces orientations fondamentales contenues dans le document de stratégie nationale de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle, un plan d'action a été élaboré et axé essentiellement sur la création et la consolidation de l'emploi, la promotion de la formation professionnelle, le renforcement des capacités institutionnelles des services de l'administration, des ONG et associations de développement impliquées dans la mise en œuvre.

L'observatoire de l'emploi et de la formation professionnelle est né dans un contexte de faiblesse des données sur l'emploi et la formation professionnelle en qualité et en quantité, de non harmonisation des définitions, des concepts et nomenclatures et de productions sur le fonctionnement du marché du travail limitées. La présente consultation se fixe de résorber autant que possible ces insuffisances constatées.

## **1.2 Objectifs**

La présente étude a pour objectif d'analyser la situation passée, présente et future de l'emploi et de la formation professionnelle au Burkina Faso. Il s'en dégage les objectifs spécifiques suivants :

1. Présenter la situation de l'emploi dans les secteurs moderne, rural et informel à partir des sources de données et études récentes ;
2. Proposer des scénarii d'évolution probable de l'emploi ;
3. inventorier les différents concepts, les nomenclatures et les méthodes d'analyse utilisées par les producteurs de données statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle
4. Présenter l'évolution de l'emploi dans les secteurs moderne, rural et informel selon les différents recensements, les enquêtes sur les conditions de vie des ménages et les études importantes réalisées sur le sujet en tenant compte des différentes désagréations possibles ;
5. faire des recommandations pour des politiques d'emploi et de formation professionnelle en adéquation avec la demande.

## **1.3 Méthodologie**

Au regard des objectifs de l'étude trois activités sont considérées :

Une revue documentaire pour faire le point sur les concepts utilisés.

Une collecte de données statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle.

Une analyse secondaire des bases de données existantes pour produire les indicateurs utiles à l'analyse et non disponibles dans les différentes publications.

### **Revue documentaire**

Pour la revue documentaire, ce sont les statistiques des structures de l'emploi et de la formation professionnelle, les rapports d'études, les travaux de recherches, articles de presses, etc., traitant de façon générale de l'emploi et de la formation professionnelle qui ont été mis à contribution. Un accent particulier a été accordé aux documents traitant de ces questions au Burkina Faso.

### **Collecte de données statistiques sur l'emploi et la formation**

Des investigations ont été menées pour collecter le maximum d'informations statistiques qui renseignent sur l'emploi et la formation professionnelle au Burkina Faso. Cette collecte a permis de faire le point sur la situation passée et présente. Des tendances observées, des perspectives ont pu être envisagées.

### **Analyse secondaire**

Elle a consisté à produire à partir des données existantes, des informations sur l'emploi et la formation professionnelle qui sont absentes des analyses habituelles et où l'accent n'est mis que sur les activités.

## 1.4 Limites et difficultés

La réalisation d'une analyse de l'emploi n'est certes pas aisée particulièrement dans un pays à statistiques déficientes et insuffisantes. Elle est surtout confrontée à certaines limites d'ordre technique.

Les limites majeures des analyses sur l'emploi sont liées aux définitions et aux données disponibles. En général, de nombreuses données sont collectées au cours des périodes dites mortes de l'année où les populations sont plus ou moins dans l'oisiveté, ou qu'elles soient en situation d'activité réduite. Ce qui influence les éventuelles réponses, car certaines tendront à se considérer comme inactives au moment de la collecte, alors qu'elles ne le sont pas.

La perspective de projection de l'emploi est un peu hasardeuse au regard des évolutions. En effet, les projections sur l'emploi, partent de la structure de la population active. Or avec les événements des dernières années en Côte-d'Ivoire, la structure de la population au niveau démographique (sexe et âge) et au niveau de la structure des emplois a été sensiblement perturbée. Ceci est perceptible au regard de la structure de la population en âge de travailler et des professions.

Les difficultés par contre sont inhérentes à la disponibilité des données statistiques. Certaines données existent, mais doivent être traitées autrement pour répondre aux besoins de l'analyse sur l'emploi. Par exemple les différents contingents du SND, les promus dans les universités et les personnes qui ont bénéficiées d'appui divers de projets ou de fonds sont des statistiques possibles pour l'emploi ou la formation professionnelle. L'éventualité des doubles compte n'est pas à exclure, car des promus de l'université peuvent se retrouver dans les contingents du SND ou avoir bénéficié du concours de projet ou de fonds quelconques pour la création d'emploi ou pour la formation professionnelle. Cette difficulté majeure pose le problème du suivi statistique de l'emploi et de la formation professionnelle.

## II. QUESTION DE TERMINOLOGIE ET SOURCES DE DONNEES

L'activité économique dans un pays se caractérise par la production des biens et services qui entre en général dans la formation du produit intérieur brut (PIB). Le PIB étant composé de l'ensemble des productions marchande (bien et services échangeables sur le marché) et non marchandes (éducation, diplomatie, sécurité, etc.).

Pour décrire l'environnement économique, la statistique recourt à des concepts utiles au recueil des informations nécessaires à la production des indicateurs y relatifs.

### 2.1 Activités économiques et emploi

#### Activités économiques

On entend par activité économique le travail exercé par une personne dans le but de produire ou de participer à la production des biens et des services économiques. La personne qui exerce une activité économique perçoit généralement en contrepartie de son activité une rémunération en espèce ou en nature.

#### Emploi

Du point de vue économique, la notion "**d'emploi**" peut se définir comme un "ensemble de tâches et de devoirs devant être exécutés par une même personne". Un **ensemble d'emplois** dont les tâches présentent une grande similitude constitue une **profession**. C'est l'ensemble des activités, des travaux découlant de l'exercice d'un métier, d'une charge. L'emploi est donc la tâche accomplie ou à accomplir par une personne. C'est l'occupation à laquelle elle se livre habituellement ou occasionnellement. Le terme "*emploi*" ne prête généralement pas à confusion. Un emploi est aussi la place, la situation occupée par un employé, un fonctionnaire dans une administration, une entreprise, impliquant un travail régulier et rétribué. On parle alors d'emploi moderne. Tout en recouvrant en grande partie la même notion, l'"emplois" et les "personnes actives occupées" ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois. Ce qui a amené à la distinction d'activité principale et d'activité secondaire.

À côté de l'activité rémunérée sous le statut de salarié à temps plein et pour une durée indéterminée, se développent de plus en plus les cas sous contrats à durée déterminée, ceux qui échappent aux règles générales (stages) ou considérés illégaux ou non déclarés (travail au noir). Autant de situations qui sont difficiles à mesurer et à être considérées comme "emploi". Dans tout notre développement, il sera plus question d'activités que d'emplois.

La formation professionnelle est un espace difficile à circonscrire. Selon le Code du travail, la "**formation professionnelle**" est l'ensemble des activités visant à assurer l'acquisition des connaissances, des qualifications et aptitudes nécessaires pour exercer une profession ou une fonction avec compétence et efficacité (article 10).

Comment est organisée la production des informations statistiques dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle au plan national ? D'emblée, il faut signaler la rareté d'opérations de collecte de données spécifiques y relatives. Si bien que les indicateurs sur la participation de la population à l'activité économique au Burkina Faso



ont été élaborés sur la base de quelques questions introduites dans les questionnaires des recensements généraux et des enquêtes d'envergure nationale.

La difficulté de donner un sens opérationnel au concept "emploi" fait que les indicateurs élaborés sont sujets à discussion. Pour faire partie de la population active il faut remplir la condition de "possession d'emploi" ou de "recherche d'emploi". Le retraité travailleur, l'élève ou l'étudiant travailleur, la personne au foyer qui s'adonnerait à des activités lui procurant un revenu (financier ou matériel) peut être exclu d'office. De même, une personne à la "recherche d'emploi" par découragement après plusieurs tentatives peut volontairement choisir de se soustraire du marché de l'emploi. Ce dernier cas de figure se rencontre souvent dans les structures de placement. Ces constats révèlent un des traits caractéristiques de la complexité de la mesure du phénomène. En se référant au type d'emploi, la réglementation d'entrée en activité et de sortie d'activité semble être distinctement codifiée sur la base des critères qualification et de la variable âge.

Pour accéder à la fonction publique burkinabé, il faut être majeur, c'est-à-dire avoir 18 ans. Les départs à la retraite dépendent de la catégorie d'appartenance de l'agent. Dans l'armée, l'âge minimum d'incorporation est fixé à 18 ans et l'âge de la retraite est également variable. Dans le domaine agricole ou dans le secteur informel une telle codification n'existe pratiquement pas. Cependant, dans les activités de collecte de données, une fourchette d'âges est souvent définie en fonction de l'intérêt de la recherche. Dans la plupart des cas, seulement un âge minimum est fixé pour tenir compte du fait que la sortie d'activité est déterminée par la seule incapacité physique due à la vieillesse.

### **Classification internationale type des professions (CITP)**

Pour l'analyse de l'activité économique et surtout pour les emplois, recours a toujours été fait aux nomenclatures pour classification internationale type des professions (CITP). Cette nomenclature donne une structuration des emplois et des professions selon différentes catégories (Annexe 5). Elle est une adaptation de la classification Internationale d'après la Situation dans la Profession (CISP93) publiée par le BIT<sup>1</sup>, qui propose un classement des emplois selon certains critères (le type de contrats de travail (explicite ou implicite) avec une personne ou avec un organisme, la nature du contrôle que les titulaires exercent sur l'entreprise et la nature du risque économique encouru). Les groupes sont constitués en respectant la distinction entre emploi rémunéré et emploi à titre indépendant. Les groupes décrits parfois sous le vocable "Catégories socioprofessionnelles" tiennent compte des salariés, des employeurs (ou patrons), des personnes travaillant pour leur propre compte ou indépendant, des travailleurs familiaux (ou aides familiaux), des travailleurs inclassables d'après la situation dans la profession.

## **2.2 Catégories de population par rapport à l'emploi**

Par rapport à l'activité économique on part d'abord de la population en âge de travailler ou d'activité pour décliner toutes les autres catégories.

---

<sup>1</sup> "Résolution concernant la Classification Internationale d'après la situation dans la profession", BIT/OIT, 15<sup>ème</sup> Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, janvier 1993.

## **Population en âge de travailler ou d'activité**

Selon le code des personnes et de la famille du Burkina Faso, sur le plan légal, on considère qu'une personne est en âge de travailler lorsqu'elle est majeure (18 ans et plus). Cependant, les différentes sources d'informations considèrent des tranches d'âges différentes selon leurs préoccupations ou besoin. Prenant en compte certaines de nos réalités, surtout dans le milieu rural où les enfants dès l'âge de 6 ans sont déjà actifs et sont, dans leur majorité des aides familiaux, le RGPH de 1996 a considéré comme population en âge de travailler celle de 6 ans et plus. Dans les enquêtes sur les conditions de vie des ménages c'est la limite de 10 ans qui est retenue. Cela est intéressant car au-delà des considérations légales et internationales, on a la possibilité de mener des investigations sur le travail et l'entrée précoce des enfants en activité. De même, la limite pour la sortie d'activité n'a pas été fixée et cela pour tenir compte des populations dont l'âge de sortie d'activité n'est pas connu. Elles ne cessent de travailler que lorsqu'elles sont totalement épuisées.

Il reste entendu que sur le plan légal au Burkina Faso, l'âge minimum d'admission à tout type d'emploi ne doit pas être inférieur à 15 ans (art. 147) et des dispositions sont prévues pour fixer la nature des travaux et les catégories d'entreprises interdits aux "enfants" (personnes âgées de moins de 18 ans). La considération de l'âge minimum de 6 ans lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 1996 visait la situation particulière des 6-14 ans qui sont très tôt enrôlés dans la vie active au détriment de la fréquentation scolaire.

Pour le BIT, l'âge d'admission à l'emploi est à 15 ans, avec des possibilités d'adaptation à chaque contexte juridique ou socio-économique. Par exemple, si l'étude porte sur le travail des enfants, le choix d'une limite d'âge plus faible peut alors être envisagé.

## **Population active**

La population active est l'ensemble des personnes des deux sexes qui fournissent la main d'œuvre pour la production des biens et services pendant une période de référence donnée. La production a "pour objet de produire des biens et services, marchands ou non, moyennant un salaire ou un traitement en espèces ou en nature, ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial". Elle est composée de l'ensemble des personnes ayant ou cherchant un emploi à un moment donné. La population active comprend les actifs occupés et les chômeurs.

### *Population active occupée*

C'est l'ensemble des personnes des deux sexes en âge de travailler qui ont travaillé au cours d'une période donnée (trois jours pendant la semaine de référence<sup>2</sup>, sept derniers jours, trente derniers jours...). La femme au foyer est dans cette catégorie en raison de sa contribution à la production économique.

### *Population active au chômage*

C'est l'ensemble des personnes des deux sexes en âge de travailler qui n'ont pas travaillé pendant la période de référence ou qui ont travaillé moins de temps que la durée de référence et qui recherche un emploi. On distingue deux catégories de chômeurs

---

<sup>2</sup> Période effective, telle qu'elle a été pratiquée sur le terrain au cours de la collecte pour certaines collectes.

constituées des personnes ayant déjà travaillé et qui ont perdu leur emploi et qui en recherchent (chômeurs), et les personnes n'ayant jamais travaillé et qui sont à la recherche de leur premier emploi.

## **Population inactive**

C'est l'ensemble des personnes qui ne sont pas des actifs. Ce sont les personnes qui n'ont pas d'emploi et n'en cherchent pas. La population inactive comprend essentiellement les personnes à la retraite, les personnes s'occupant exclusivement de leur foyer, les élèves et les étudiants, les rentiers et les autres inactifs (invalides, vieillards, etc.). On utilise quelquefois la notion de population dépendante économiquement ou à charge pour désigner l'ensemble des personnes non en âge de travailler et celles en âge de travailler qui sont inactives. C'est donc l'ensemble des individus qui n'appartiennent pas à la population active (occupée ou non).

### *Personnes qui s'occupent exclusivement du foyer*

Ce sont les personnes des deux sexes n'exerçant aucune activité économique (ni agricole, ni artisanale, ni commerciale), et qui effectuent des travaux ménagers chez elles, par exemple les ménagères, les parents qui prennent soin du ménage et des enfants. Les domestiques rémunérés sont classés dans la catégorie des personnes occupées.

### *Rentier*

On compte dans cette catégorie toute personne qui n'exerce aucune activité économique et dont les ressources proviennent principalement de placement de fonds et de biens notamment immobiliers.

### *Autres personnes inactives*

Est comprise dans cette catégorie, toute personne inactive des deux sexes, qui n'exerce aucune activité économique et qui n'est pas classée dans une des catégories ci-dessus mentionnées. Ce sont les personnes en âge de travailler qui ne fréquentent plus l'école et qui ne sont pas économiquement actives, ainsi que les personnes d'âge avancé qui ne travaillent plus, sans pension ni fortune personnelle et vivent grâce aux dotations gratuites familiales et autres. Les personnes atteintes d'une infirmité physique et/ou mentale qui les empêche de travailler en font partie.

## **2.3 Indicateurs clés sur l'emploi**

Partant de ces éléments de base, les définitions des concepts et les méthodes de calcul des indicateurs couramment utilisés dans le contexte du Burkina se résument ainsi qu'il suit.

### **Taux d'activité**

Le taux d'activité exprime la proportion de personnes actives dans la population de référence (population en âge de travailler).

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{personnes actives}}{\text{population de référence}} \times 100$$

Pour le taux d'actifs occupés et le taux d'activité, les informations souvent recueillies permettent d'élaborer séparément le taux brut d'activité calculé pour la population totale ; le taux d'activité standardisé calculé pour la population de référence (ex. 15 ans et plus) ; et le taux net d'activité calculé pour la population de 15 à 64 ans.

### **Taux d'actifs occupés**

Le taux d'actifs occupés exprime la proportion de personnes actives occupées dans la population de référence. C'est en fait le taux de participation.

$$\text{Taux d'actifs occupés} = \frac{\text{personnes actives occupées}}{\text{population de référence}} \times 100$$

### **Taux d'entrée dans la vie professionnelle**

Le taux d'entrée dans la vie professionnelle s'obtient en divisant le nombre de nouveaux diplômés qui, x mois après la fin de leurs études, exercent une activité correspondant à leur formation (1) par le nombre de nouveaux diplômés actifs occupés et de ceux cherchant un emploi (1+2). Les groupes sont définis comme suit :

1. Personnes qui, au moment de l'enquête, exercent une activité pour laquelle l'employeur a exigé au moins un diplôme universitaire ;
2. Personnes qui, au moment de l'enquête, cherchent encore ou à nouveau un emploi ou qui exercent une activité pour laquelle l'employeur n'a pas exigé de diplôme universitaire. Il peut arriver qu'une personne ait changé au moins une fois d'emploi depuis son entrée dans la vie professionnelle ou qu'elle ait exercé une activité qualifiée pendant une courte période et qu'elle soit sans emploi au moment de l'enquête. Dans le premier cas, elle relève du groupe 1 – et la durée de transition se réfère au premier poste occupé à la fin des études – tandis que, dans le second, elle fait partie du groupe 2.

### **Taux de chômage**

C'est le rapport du nombre de chômeurs à la population active (occupée et non occupée). En toute rigueur, on devrait retenir le rapport des chômeurs inscrits à la population des personnes actives.

### **Taux de salarisation**

C'est le rapport du nombre d'actifs salariés, à la population active occupée.

### **Taux de dépendance**

C'est le rapport de la population inactive plus la population au chômage sur la population active occupée.

## 2.4 Quelques variantes de définitions liées à l'emploi

### Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) 1996

#### STATUT D'OCCUPATION

Le statut d'occupation est l'état d'une personne par rapport à l'activité économique. La période de référence est la semaine précédant la date de passage de l'agent recenseur dans le ménage. Le statut d'occupation permet de classer la population en deux catégories : les actifs et les inactifs. La population active comprend les actifs occupés et les chômeurs. Est considérée comme occupée toute **personne âgée de six (6) ans et plus** qui a **travaillé au moins 3 jours pendant la semaine de référence**. Est chômeur, toute personne qui **n'a pas travaillé pendant la semaine de référence ou qui a travaillé moins de 3 jours durant cette semaine**, mais qui recherche un emploi. Parmi les chômeurs on distingue les personnes ayant déjà travaillé mais qui ont perdu leur emploi et qui en recherchent pendant la période de référence et les personnes n'ayant jamais travaillé, c'est-à-dire celles qui sont à la recherche de leur premier emploi.

Les agriculteurs et leurs aides familiaux sont considérés comme occupés même si la semaine de référence se situe dans une période d'inactivité pour des raisons climatiques. Par exemple, après les récoltes, l'agriculteur qui n'exerce aucune activité économique doit être considéré comme occupé. Il en est de même des travailleurs malades, en congé, ou en stage durant la période de référence.

#### OCCUPATION PRINCIPALE

Pour les personnes occupées, l'occupation principale correspond au genre de **travail réellement effectué durant la semaine précédant le recensement** et pour lequel la personne aura consacré **le plus de temps**. Pour les chômeurs, on considérera l'occupation correspondant au dernier travail effectué.

### Enquêtes sur les conditions de vie des ménages (EP ET EBCVM) 1998 et 2003

Vis à vis de l'activité économique, la population en âge de travailler (en l'occurrence celle âgée de 10 ans et plus) se divise en deux grandes catégories : **celle disponible pour la production des biens et services ou POPULATION ACTIVE** et **celle qui ne l'est pas ou POPULATION INACTIVE**. Certaines personnes disposées à produire des biens et services le font en fait au cours d'une période de référence donnée : elles constituent la population ACTIVE OCCUPEE. **Une personne est occupée si elle exerce une activité professionnelle rémunérée ou rémunératrice (emploi salarié ou non salarié) durant une période de référence.**

D'autres personnes, bien que disponibles, ne participent pas à l'activité économique au cours de cette même période de référence : elles constituent la population en chômage. Le chômage n'est pas à confondre avec le désœuvrement saisonnier qui frappe par exemple, les paysans pendant la saison sèche, faute pour eux de pouvoir cultiver.

#### SITUATION (OU STATUT) DANS L'OCCUPATION

La population occupée peut, à son tour, être classée selon la situation dans l'occupation. Cette classification cherche à savoir si l'actif occupé est employeur, indépendant, apprenti, aide familial (ou travailleur familial non rémunéré) ou salarié.

## ACTIF INOCCUPE OU CHOMEUR

C'est une personne qui n'a pas travaillé et qui est à la recherche d'un emploi rémunéré ou rémunérateur au cours d'une période de référence donnée. Le chômeur peut manifester la recherche d'un emploi de plusieurs façons : inscription au service de la main-d'oeuvre même si souvent il peut rester longtemps sans résultat (ce qui peut entraîner un découragement de la part du chercheur), annonce dans un journal, envoi de lettre, relation personnelle, en faisant du porte à porte, etc...

Toute personne qui ne travaille pas présentement mais qui a travaillé au moins une période de 3 mois au cours des 12 derniers mois est un inoccupé ayant déjà travaillé. Toute personne de plus de 10 ans n'ayant pas travaillé plus de 3 mois est un inoccupé n'ayant jamais travaillé. En milieu rural, les paysans ne sont pas en chômage durant la saison sèche. Un travailleur en congé n'est pas un chômeur.

## EMPLOI, OCCUPATION OU PROFESSION

C'est l'activité économique qu'exerce un individu au cours d'une période de référence donnée. Le code des professions est en annexe 3. Il est assez détaillé pour que vous retrouviez toutes les professions que vous rencontrerez sur le terrain.

## EMPLOI PRINCIPAL, EMPLOI SECONDAIRE

**Emploi principal** : c'est l'activité économique qui aura pris le plus de temps au cours de 12 derniers mois.

**Emploi secondaire** : C'est l'occupation qui aura pris le plus le temps après l'emploi principal. On notera qu'il n'y a pas d'emploi secondaire sans emploi principal. Ainsi, les élèves, les étudiants, les femmes au foyer, parce que n'ayant pas d'occupation économique, ne peuvent pas avoir d'emploi secondaire.

## Enquête démographique et de santé (EDSBF) 2003

### OCCUPATION ACTUELLE (OU LA PLUS RÉCENTE) DU MARI/PARTENAIRE

L'occupation actuelle concerne les catégories professionnelles : employé de bureau, secrétaire, coiffeur, chauffeur de taxi, infirmier, enseignant, avocat, vendeur, pêcheur, fermier, charpentier, etc. Le travail dans l'industrie (par ex: l'agriculture, les mines ou le commerce), le lieu où le travail est exercé (banque, magasin de vêtements ou un bureau du gouvernement) ne constitue pas l'intérêt de la collecte. C'est travail qui est intéressant.

"Ne travaille pas actuellement" n'est pas une réponse acceptable. S'il n'a pas d'emploi, demandez une description de son travail le plus récent. S'il a plus d'une activité, enregistrez celle qui l'occupe le plus de temps.

## EMPLOI

L'emploi ne porte pas sur le travail domestique, mais sur tout autre travail que l'enquêté peut faire. Avoir un petit commerce, vendre de petites choses ou le fait de travailler sur la terre ou dans l'affaire de la famille constituent un travail.

Des définitions ci-dessus, il apparaît que l'analyse comparative des données des différentes sources requiert un travail préalable d'harmonisation.

## **2.5 Sources de données (opérations de collectes et statistiques administratives)**

De nombreuses opérations de collecte ont été réalisées au Burkina Faso. De nature diverse, elles ont chacune abordé la question de l'emploi de façon spécifique. Une confrontation des différentes sources permet d'avoir un regard sur la question.

### **Enquêtes sur les conditions de vie des ménages**

Dans le cadre du Burkina Faso, trois opérations identiques d'envergure nationale sont disponibles pour étudier l'emploi. On a l'enquête prioritaire sur les conditions de vie des ménages de 1994, l'enquête prioritaire sur les conditions de vie des ménages de 1998 et l'enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages de 2003. Un des principaux objectifs de ces enquêtes est de fournir les données de base d'ordre économique. Ces enquêtes sont en général organisées en 13 sections et la section 5 concerne l'emploi. Les informations sur l'emploi sont collectées uniquement pour les personnes âgées de 10 ans ou plus. Elles se subdivisent en 3 sous-sections : l'emploi principal, l'emploi secondaire et l'emploi précédent.

### **Enquêtes démographiques et de santé**

Ici aussi, trois opérations identiques d'envergure nationale sont disponibles. Il s'agit de celles de 1993, 1998-99 et 2003. Une section est consacrée à l'activité des femmes et de leur conjoint. Les informations collectées portent sur les femmes de 15-49 ans et leurs époux de 15-59 ans. Elles concernent le type d'activité, la périodicité de l'activité, le gain et son utilisation. Ces sources fournissent donc des informations partielles sur l'activité économique.

En 1991, une enquête démographique a été réalisée avec un volet spécifique sur l'emploi.

### **Recensement général de la population et de l'habitation**

A ce jour, trois recensements ont été effectués. Les bases de données actuellement disponibles et permettant des analyses concernent l'année 1985 et l'année 1996. Pour 1975, c'est surtout les rapports d'analyse qui donnent des indications sur l'emploi. Les informations sur l'activité économique des populations n'ayant pas été intégrées à la base de données. Concernant le recensement de 1996, quatre questions relatives à l'activité économiques des personnes de 6 ans et plus permettent des analyses sur l'emploi. Il s'agit de l'occupation, la situation dans l'occupation, la branche d'activité, et l'occupation secondaire. Ces informations étant rattachées aux caractéristiques démographiques, différentes agrégations sont donc possibles.

### **Données administratives**

Les statistiques de demandes d'emploi, de placements et de formations produites par l'agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE) sont les plus courantes. Leur utilisation demande quelquefois des exploitations secondaires lorsqu'on aborde des aspects spécifiques de l'emploi tels que la nature, la branche, la spatialisation, etc. A cela s'ajoute les statistiques produites dans les rapports d'activités des différents projets ou fonds relatifs à l'emploi et la formation professionnelle. On y trouve des informations sur les nouvelles créations d'emplois, leur évolution entre autre. L'exploitation des rapports

des différents fonds permet d'avoir une idée des emplois créés, des domaines d'activités et des personnes concernées. Ces fonds et projets organisent des sessions de formation pour le perfectionnement ou la qualification de la population active.

Les contingents du service national pour le développement (SND) sont une source d'information pour les statistiques sur la formation professionnelle, en ce sens qu'ils sont constitués essentiellement de diplômés. Leur stage ou exercice d'une activité répond en partie à la préoccupation de la qualité des ressources humaines par l'apprentissage et à la mise à disposition des services de ressources dont ils ont besoins.

Les statistiques des étudiants en fin de cycle ou promus à un cycle supérieur peuvent être considérées comme des données sur la formation professionnelle du fait que les diplômés doivent être aptes à assumer des fonctions techniques et dirigeantes. En somme, ce sont les sources administratives qui fournissent le plus d'informations sur la formation professionnelle.

## **2.6 Vue d'ensemble**

Au regard de ce qui a été présenté, on retient que des possibilités d'analyse de l'emploi existe à partir des différentes sources de données disponibles. Des différents résultats disponibles, il faut de la prudence quant aux analyses comparatives. En effet, très souvent les tranches d'âges retenues pour les analyses ne sont pas identiques. Il est donc important qu'il y ait une harmonisation des indicateurs avant toute appréciation comparative ou évolutive. De plus, des différentes sources disponibles, on retient que dans certains cas la structure des variables n'est pas identique, ce qui rend quelquefois l'analyse fastidieuse. L'exploitation de certaines sources a été jugée inopportune car elles s'intéressent à des populations spécifiques (femmes, migrants, enfants, etc.) et sont par conséquent pas très utiles pour la présente analyse.



### III. APERCU SUR L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les études sur l'emploi et la formation professionnelle sont en général basées sur les définitions qui ont été présentées au chapitre précédent. Mais en règle générale, comme nous l'avons déjà soulevé, il est plus question d'activités principales que d'emplois. Les statistiques se rapportant toujours aux emplois pourvus qu'à ceux à pourvoir.

#### 3.1 Statut d'activité de la population en âge de travailler

Dans les sources de données récentes, la limite d'âge inférieure de population en âge de travailler est de 6 ans. Cette considération permet de prendre en compte le travail des enfants. Pour mener des analyses comparatives et envisager les évolutions, la population en âge de travailler sera envisager selon les possibilités qu'offrent les différentes sources. Ainsi seront considérées la tranche des 6 ans et plus et celles des 18 ans et plus.

Le statut d'occupation est l'état d'une personne par rapport à l'activité économique. La période de référence est la semaine précédant la date de passage de l'agent recenseur dans le ménage. Le statut d'occupation permet de classer la population en âge de travailler en deux catégories : les actifs et les inactifs.

En 1996, sur une population de 10 312 609 habitants, on dénombrait 78,6 % des 6 ans et plus (8 104 236), et 44,7 % des 18 ans et plus (4 613 179). Pour les différentes tranches de population en âge de travailler, on obtient un taux d'activité avec un rapport supérieur à 2/3 (Tableau 1). Cela signifie que pour chaque tranche de population en âge de travailler, plus des 2/3 sont des actifs occupés, au chômage ou en quête de leur 1<sup>er</sup> emploi.

Tableau 1 : Répartition de la population selon le statut d'activité et par population en âge de travailler au RGP 1985 et RGPH 1996

| Statut d'activité                  | RGP 1985         |                  |                  | RGPH 1996        |                  |                  |                  |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
|                                    | 10 +             | 15 +             | 18 +             | 6 +              | 10 +             | 15 +             | 18 +             |
| Occupé                             | 4019111          | 3371768          | 2968716          | 5 598 843        | 5 004 335        | 4 202 991        | 3 688 608        |
| Chômeur                            | 8528             | 8147             | 7763             | 19 195           | 17 392           | 15 299           | 13 575           |
| Quête 1er emploi                   | 34169            | 27884            | 21189            | 57 144           | 53 888           | 47 937           | 40 281           |
| <b>Actifs</b>                      | <b>4 061 808</b> | <b>3 407 799</b> | <b>2 997 668</b> | <b>5 675 182</b> | <b>5 075 615</b> | <b>4 266 227</b> | <b>3 742 464</b> |
| <b>Inactifs</b>                    | <b>960 638</b>   | <b>690 191</b>   | <b>597 026</b>   | <b>2 429 054</b> | <b>1 628 963</b> | <b>1 062 958</b> | <b>870 715</b>   |
| <b>Total</b>                       | <b>5 022 446</b> | <b>4 097 990</b> | <b>3 594 694</b> | <b>8 104 236</b> | <b>6 704 578</b> | <b>5 329 185</b> | <b>4 613 179</b> |
| Taux d'activité                    | 80,9             | 83,2             | 83,4             | 70,0             | 75,7             | 80,1             | 81,1             |
| Taux d'activité précoce            | 26,2             | 12,0             | 0,0              | 34,1             | 26,3             | 12,3             | 0,0              |
| Taux d'occupation                  | 98,9             | 98,9             | 99,0             | 98,7             | 98,6             | 98,5             | 98,6             |
| Taux de chômage                    | 1,1              | 1,1              | 1,0              | 1,3              | 1,4              | 1,5              | 1,4              |
| <b>Taux d'accroissement annuel</b> |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Actifs occupés                     |                  |                  |                  |                  | 2,0              | 2,0              | 2,0              |
| Population active                  |                  |                  |                  |                  | 2,0              | 2,1              | 2,0              |

En référence à l'âge légal d'activité, c'est plus de 1/3 de la population en âge de travailler des 6 ans et plus qui est dans l'illégalité. Cela se caractérise par l'exercice précoce d'activité par les individus n'ayant pas atteint la majorité. On détermine par là un taux d'activité précoce qui est le rapport de la population d'âge en dessous de la limite légale à la population en âge de travailler considéré. A 6 ans et plus, plus du 1/3 de la population ne devrait normalement pas travailler (Tableau 1). Cette situation ne permet pas aux

personnes qui ont atteint leur majorité d'avoir du travail car le travail est exercé par des mineurs. Une application de la législation permettrait d'offrir de l'emploi à plus de personnes ayant atteint la majorité. Rappelons qu'en général l'implication des enfants dans la production est le fait de secteur non structurée difficilement contrôlable. De nombreux efforts sont à faire en terme de sensibilisation et de réglementation du travail.

### 3.2 Situation dans l'emploi et professions de la population active occupée

La situation dans l'emploi est la situation d'une personne par rapport à son occupation actuelle ou antérieure s'il s'agit d'un chômeur ayant déjà travaillé. Quelquefois c'est le terme de statut d'occupation qui est utilisé. On a ainsi l'employeur ou le patron, l'indépendant, le salarié ou employé (personnes travaillant pour un employeur et recevant en contrepartie, un salaire en espèces ou en nature), l'apprenti, l'aide familial et les autres.

Tableau 2 : Répartition de la population active occupée selon la situation dans l'emploi, le groupe de profession par population en âge de travailler au RGP 1985 et RGPH 1996

| SITUATION DANS L'EMPLOI | RGP 1985  |           |           | RGPH 1996 |           |           |           |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                         | 10 +      | 15 +      | 18 +      | 6 +       | 10 +      | 15 +      | 18 +      |
| Employeur, Patron       | 1 480     | 1 421     | 1 366     | 17 760    | 17 760    | 16 978    | 15 867    |
| Indépendant             | 1 215 306 | 1 205 094 | 1 188 824 | 1 692 035 | 1 670 989 | 1 637 472 | 1 600 482 |
| Salarié, employé        | 128 519   | 126 632   | 122 473   | 155 551   | 155 335   | 153 313   | 148 628   |
| Apprenti                | 12 466    | 11 298    | 8 780     | 27 975    | 27 176    | 24 114    | 18 467    |
| Aide familial           | 2 654 977 | 2 023 141 | 1 644 156 | 3 648 376 | 3 090 295 | 2 335 871 | 1 874 046 |
| Autre                   | 1 808     | 1 619     | 1 459     | 15 649    | 14 021    | 11 623    | 10 026    |
| Total                   | 4 014 556 | 3 369 205 | 2 967 058 | 5 557 346 | 4 975 576 | 4 179 371 | 3 667 516 |
| <b>PROFESSION</b>       |           |           |           |           |           |           |           |
| Groupe 0                | 3 704 078 | 3 072 058 | 2 687 323 | 5 089 876 | 4 516 289 | 3 737 852 | 3 252 717 |
| Groupe 1                | 7 882     | 7 878     | 7 876     | 12 470    | 12 469    | 12 464    | 12 453    |
| Groupe 2                | 17 676    | 17 676    | 17 675    | 15 552    | 15 552    | 15 550    | 15 548    |
| Groupe 3                | 31 202    | 31 201    | 31 200    | 35 580    | 35 521    | 35 323    | 34 854    |
| Groupe 4                | 112 827   | 105 144   | 96 772    | 200 803   | 197 574   | 187 935   | 174 336   |
| Groupe 5                | 84 447    | 79 899    | 73 857    | 109 251   | 107 971   | 103 411   | 94 772    |
| Groupe 6                | 40 625    | 38 762    | 36 096    | 54 730    | 54 400    | 52 599    | 48 846    |
| Groupe 7                | 15 242    | 15 237    | 15 227    | 13 099    | 13 099    | 13 098    | 13 098    |
| Groupe 8                | 3 223     | 3 200     | 3 138     | 6 881     | 6 858     | 6 812     | 6 704     |
| Groupe 9                |           |           |           | 179 171   | 161 369   | 65 143    | 52 994    |
| Total                   | 4 017 202 | 3 371 055 | 2 969 164 | 5 717 413 | 5 121 102 | 4 230 187 | 3 706 322 |

Les professions ou emplois sont abordés ici par grands principaux groupes<sup>3</sup> définis selon la CITP. La population active travaille en majorité comme aide familial pour près de la

<sup>3</sup> Grands groupes de professions

- Groupe 0 : Agriculture, élevage, pêche et forêt
- Groupe 1 : Administrateur, cadres supérieurs et professions libérales
- Groupe 2 : administration, cadres moyens
- Groupe 3 : Manœuvres, employés, ouvriers et cadres subalternes
- Groupe 4 : Commerce
- Groupe 5 : Artisanat
- Groupe 6 : Services domestiques
- Groupe 7 : Forces armées
- Groupe 8 : Autres métiers et professions
- Groupe 9 : Sans professions et professions non précisées

moitié des 18 ans et plus (Tableau 2). Avec les autres tranches d'âges, elle représente plus de la moitié de la population active occupée.

On retrouve la majorité de la population active dans les activités de l'agriculture, l'élevage, la pêche et les forêts. Ce groupe d'activités concerne en moyenne près de 9 actifs sur 10. On a ensuite les activités du commerce et celles de l'artisanat qui, toutes réunies ne touchent qu'environ 5 % de la population active occupée.

Tableau 3 : Pourcentages de la population active occupée selon le groupe de profession par population en âge de travailler en 1985, 1996, 1998 et 2003

| PROFESSIONS | RGP 1985 |       |       | RGPH 1996 |       |       | EP 1998 |       |       | EBCVM 2003 |       |       |
|-------------|----------|-------|-------|-----------|-------|-------|---------|-------|-------|------------|-------|-------|
|             | 10 +     | 15 +  | 18 +  | 10 +      | 15 +  | 18 +  | 10 +    | 15 +  | 18 +  | 10 +       | 15 +  | 18 +  |
| Groupe 0    | 92,2     | 91,1  | 90,5  | 88,2      | 88,4  | 87,8  | 67,3    | 67,1  | 67,2  | 87,2       | 85,3  | 84,2  |
| Groupe 1    | 0,2      | 0,2   | 0,3   | 0,2       | 0,3   | 0,3   | 0,5     | 0,5   | 0,5   | 0,5        | 0,6   | 0,7   |
| Groupe 2    | 0,4      | 0,5   | 0,6   | 0,3       | 0,4   | 0,4   | 0,5     | 0,5   | 0,5   | 1,2        | 1,4   | 1,6   |
| Groupe 3    | 0,8      | 0,9   | 1,1   | 0,7       | 0,8   | 0,9   | 3,0     | 3,0   | 3,1   | 1,1        | 1,3   | 1,4   |
| Groupe 4    | 2,8      | 3,1   | 3,3   | 3,9       | 4,4   | 4,7   | 11,7    | 12,1  | 11,6  | 4,6        | 5,2   | 5,5   |
| Groupe 5    | 2,1      | 2,4   | 2,5   | 2,1       | 2,4   | 2,6   | 5,3     | 5,3   | 5,5   | 2,6        | 2,9   | 3,1   |
| Groupe 6    | 1,0      | 1,1   | 1,2   | 1,1       | 1,2   | 1,3   | 2,7     | 2,7   | 2,7   | 1,4        | 1,6   | 1,7   |
| Groupe 7    | 0,4      | 0,5   | 0,5   | 0,3       | 0,3   | 0,4   | 0,0     | 0,0   | 0,0   | 0,3        | 0,4   | 0,4   |
| Groupe 8    | 0,1      | 0,1   | 0,1   | 0,1       | 0,2   | 0,2   | 5,2     | 5,3   | 5,3   | 0,8        | 1,0   | 1,0   |
| Groupe 9    | 0,0      | 0,0   | 0,0   | 3,2       | 1,5   | 1,4   | 3,8     | 3,5   | 3,6   | 0,3        | 0,3   | 0,3   |
| Total       | 100,0    | 100,0 | 100,0 | 100,0     | 100,0 | 100,0 | 100,0   | 100,0 | 100,0 | 100,0      | 100,0 | 100,0 |

De 1996 à 2003, c'est surtout le groupe "Agriculture, élevage, pêche et forêt" qui voit ces proportions se réduire au profit des autres groupes (Tableau 3). Les groupes qui ont connu un essor sont ceux de "Administration, cadres moyens", du "commerce" et des "autres professions non classées" principalement. On note cependant que depuis 1985, c'est l'artisanat qui a connu un désintérêt considérable des populations. Si les effectifs sont restés presque stables, les proportions par contre ont baissées énormément. Ce qui peut être le reflet d'un non attrait de l'artisanat ou du maintien de la même population dans cette activité. Globalement, la structure des activités du RGPH 1996 et de l'EBCVM 2003 restent sensiblement très proches. Ce qui oriente d'ores et déjà sur le choix des tendances pour les projections. L'emploi des plus jeunes, particulièrement les moins de 15 ans, est manifeste dans l'agriculture et l'artisanat. Cela s'observe à l'évolution des pourcentages de ces professions d'un groupe de population en âge de travailler à l'autre.

### 3.3 Branches et secteurs d'activités

La branche d'activité est l'activité exercée par le service qui emploie une personne. Elle relève donc de la caractéristique de l'entreprise ou du service employeur. Ce n'est donc pas l'activité de l'individu. Le secteur d'activités est un regroupement des branches d'activités en fonction de leur nature.

La branche d'activités "Agriculture, élevage, chasse et sylviculture (pêche)" est la plus importante car elle concerne presque tous les actifs (Tableau 4). En effet, la structure des branches d'activités est calquée sur celle des emplois ou professions. De ce fait, on a 9 actifs sur 10 qui exercent dans le secteur primaire et globalement 1 actif sur 10 dans le tertiaire. Le secteur secondaire des industries extractives et des activités de fabrication reste très marginal avec des effectifs cumulés inférieurs à 100 000 actifs.

Tableau 4 : Répartition de la population active occupée selon la branche d'activités par population en âge de travailler au RGPH 1996

| BRANCHES D'ACTIVITES <sup>4</sup> | Population en âge de travailler |         |         |         | SECTEURS D'ACTIVITES <sup>5</sup> | Population en âge de travailler |       |       |       |
|-----------------------------------|---------------------------------|---------|---------|---------|-----------------------------------|---------------------------------|-------|-------|-------|
|                                   | 6 +                             | 10 +    | 15 +    | 18 +    |                                   | 6 +                             | 10 +  | 15 +  | 18 +  |
| Groupe A                          | 5087949                         | 4514565 | 3736305 | 3251216 | Primaire                          | 91,5                            | 90,6  | 89,2  | 88,4  |
| Groupe B                          | 1423                            | 1361    | 1288    | 1198    | Secondaire                        | 1,4                             | 1,5   | 1,7   | 1,8   |
| Groupe C                          | 4099                            | 4015    | 3811    | 3587    | Tertiaire                         | 7,1                             | 7,9   | 9,1   | 9,8   |
| Groupe D                          | 73315                           | 72225   | 69180   | 63729   | Total                             | 100,0                           | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Groupe E                          | 2878                            | 2871    | 2840    | 2773    |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe F                          | 21495                           | 21472   | 21313   | 20742   |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe G                          | 225239                          | 221880  | 210991  | 194886  |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe H                          | 3990                            | 3959    | 3838    | 3593    |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe I                          | 21234                           | 21221   | 21152   | 20792   |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe J                          | 2160                            | 2159    | 2159    | 2158    |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe K                          | 11409                           | 11404   | 11362   | 11193   |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe L                          | 60377                           | 60376   | 60362   | 60298   |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe M                          | 9682                            | 9673    | 9653    | 9611    |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe N                          | 6698                            | 6688    | 6675    | 6646    |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe O                          | 19912                           | 19746   | 19192   | 18056   |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe P                          | 8793                            | 8598    | 7443    | 5332    |                                   |                                 |       |       |       |
| Groupe Q                          | 3067                            | 3067    | 3062    | 3049    |                                   |                                 |       |       |       |
| Total                             | 5563720                         | 4985280 | 4190626 | 3678859 |                                   |                                 |       |       |       |

Les structures des branches d'activités au RGPH 1996 et à l'EBCVM 2003, tout comme pour les professions sont presque similaires. La branche "Agriculture, chasse et sylviculture" est très dominante avec toujours près de 90 % des actifs occupés (Tableau 5). Le commerce est la seconde branche car elle retient près d'une personne sur 20. Les

<sup>4</sup> Branches d'activités

- Branche A : Agriculture, élevage, chasse et sylviculture
- Branche B : Pêche
- Branche C : Industries extractives
- Branche D : Activité de fabrication
- Branche E : Production et distribution d'électricité
- Branche F : Construction
- Branche G : Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles, de motocyclettes et de biens personnels et domestiques
- Branche H : Hôtels et restaurants
- Branche I : Transport, entreposage et communications
- Branche J : Intermédiation financière
- Branche K : Immobilier, locations et activités de service aux entreprises
- Branche L : Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire
- Branche M : Education
- Branche N : Santé et action sociale
- Branche O : Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels
- Branche P : Ménages employant du personnel domestique
- Branche Q : Organisation extra territoriaux

<sup>5</sup> Secteurs d'activités :

- Primaire : Branche A et B
- Secondaire : Branches C et D
- Tertiaire : Branches E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P et Q

autres branches en proportions très faibles sont surtout les activités de fabrications, les activités d'administration publique essentiellement.

Tableau 5 : Répartition de la population active occupée selon la branche d'activités par population en âge de travailler au RGPH 1996, à l'EP 1998 et à l'EBCVM 2003

| Branche d'activité                                      | RGPH 1996 |       | EP 1998 | EBCVM 2003 |       |
|---|-----------|-------|---------|------------|-------|
|   | 10 +      | 18 +  | 18+     | 10 +       | 18+   |
| Agriculture, chasse, sylviculture                       | 90,6      | 88,4  | 88,0    | 91,5       | 84,0  |
| Pêche, pisciculture, aquaculture                        | 0,0       | 0,0   | 0,0     | 0,2        | 0,0   |
| Activités extractives                                   | 0,1       | 0,1   | 0,4     | 0,6        | 0,5   |
| Activités de fabrication                                | 1,4       | 1,7   | 1,6     | 1,5        | 2,1   |
| Production, distribution électricité, gaz et eau        | 0,1       | 0,1   | 0,2     | 0,1        | 0,3   |
| Construction  | 0,4       | 0,6   | 0,5     | 0,7        | 0,7   |
| Commerce et réparation automobile                       | 4,5       | 5,3   | 5,2     | 3,7        | 6,9   |
| Hôtels et restaurants                                   | 0,1       | 0,1   | 0,3     | 0,2        | 0,4   |
| Transport, entreposage et communications                | 0,4       | 0,6   | 0,5     | 0,2        | 0,7   |
| Activités financières                                   | 0,0       | 0,1   | 0,2     | 0,0        | 0,3   |
| Immobilier et location de services                      | 0,2       | 0,3   | 0,2     | 0,3        | 0,2   |
| Activité d'administration publique                      | 1,2       | 1,6   | 0,8     | 0,1        | 1,1   |
| Éducation   | 0,2       | 0,3   | 0,7     | 0,0        | 1,0   |
| Activités de santé et d'action sociale                  | 0,1       | 0,2   | 0,3     | 0,2        | 0,4   |
| Activités de services collectifs, sociaux et personnels | 0,4       | 0,5   | 0,3     | 0,2        | 0,4   |
| Activités des ménages employant du personnel domestique | 0,2       | 0,1   | 0,8     | 0,4        | 0,8   |
| Activités des organisations extra territoriales         | 0,1       | 0,1   | 0,0     |            | 0,1   |
| TOTAL   | 100,0     | 100,0 | 100,0   | 100,0      | 100,0 |

Si la branche «Agriculture, chasse, sylviculture» reste dominante en milieu rural avec pratiquement toute la population, en milieu urbain, vient s'ajouter la branche «Commerce et réparation automobile». Cette dernière est dans des proportions proche de la branche «Agriculture, chasse, sylviculture» (Tableau 1, Annexe).

### 3.4 Tendances de l'emploi et de la formation professionnelle

Dans ce paragraphe est abordée la question de l'évolution des emplois à travers celle des actifs occupés. Cette analyse vise à fournir les bases pour les perspectives de l'emploi. A partir de certaines informations tels que l'emploi précédent et l'emploi actuel, on envisage les mobilités dans les professions. On abordera l'évolution de la population active, du statut de l'actif occupé d'un emploi à un autre, de la situation dans l'emploi.

Tableau 6 : Evolution de la population en âge de travailler selon différentes sources

| Années     | 6 +  |      |             | 10+  |      |             | 15+  |      |             | 18+  |      |             |
|------------|------|------|-------------|------|------|-------------|------|------|-------------|------|------|-------------|
|            | Hom  | Fem  | Ens         | Hom  | Fem  | Ens         | Hom  | Fem  | Ens         | Hom  | Fem  | Ens         |
| EP 1994    | 78,2 | 79,8 | <b>79,0</b> | 63,1 | 66,3 | <b>64,7</b> | 49,5 | 54,1 | <b>51,8</b> | 42,4 | 48,1 | <b>45,3</b> |
| EP 1998    | 79,8 | 81,9 | <b>80,9</b> | 65,5 | 68,5 | <b>67,0</b> | 51,4 | 56,2 | <b>53,9</b> | 44,2 | 49,6 | <b>47,0</b> |
| EBCVM 2003 | 79,8 | 81,1 | <b>80,5</b> | 66,1 | 68,2 | <b>67,2</b> | 51,8 | 56,0 | <b>54,0</b> | 44,7 | 49,5 | <b>47,1</b> |
| EDS 1993   | 78,2 | 80,1 | <b>79,1</b> | 63,4 | 66,4 | <b>65,0</b> | 49,3 | 52,7 | <b>51,0</b> | 42,0 | 47,3 | <b>44,8</b> |
| EDS 1998   | 78,2 | 80,4 | <b>79,3</b> | 63,7 | 67,8 | <b>65,9</b> | 48,9 | 53,6 | <b>51,3</b> | 42,3 | 47,6 | <b>45,1</b> |
| RGP 1985   | 76,7 | 78,5 | <b>77,7</b> | 61,9 | 64,9 | <b>63,5</b> | 49,2 | 54,0 | <b>51,7</b> | 42,3 | 48,1 | <b>45,3</b> |
| RGPH 1996  | 78,0 | 79,8 | <b>78,9</b> | 63,6 | 66,8 | <b>65,3</b> | 49,3 | 54,3 | <b>51,9</b> | 41,9 | 47,7 | <b>44,9</b> |

En terme de proportions, il apparaît que la tendance est restée presque stable quelle que soit la tranche de population en âge de travailler considérée et la source (Tableau 6). En somme, malgré une nette augmentation de la population, la structure par sexe de la population en âge de travailler n'a presque pas variée. Qu'en est-il de la population active occupée ?

L'analyse des données de quatre sources sur la situation dans l'occupation montre de nettes évolutions. Cependant, les structures observées en 1996 et en 2003 sont presque semblables avec de très faibles variantes (Tableau 7). En observant les évolutions de 1998 et 2003 en terme de mobilité dans la situation d'emploi, on retient que de grands changements se sont opérés dans les actifs salariés et les aides familiaux. En effet, si en 1998 ils passaient des actifs aides familiaux aux indépendants, en 2003 c'est plutôt l'inverse, et la situation de crise en Côte-d'Ivoire aura été le facteur majeur de perturbation des structures de population. Pour les actifs salariés, il y a eu une stabilité de 1985 à 1998. Ce n'est qu'en 2003 que leur proportion s'est considérablement réduite, confirmant encore la présence de nombreux actifs occupés sans rémunération.

Tableau 7 : Répartition de la population active occupée de 18 ans et plus selon la situation dans l'occupation par sexe et milieu de résidence

| Situation occupation principale | RGP85  |       |          | RGPH96 |       |          | EP 1998          |               | EBCVM 2003       |               |
|---------------------------------|--------|-------|----------|--------|-------|----------|------------------|---------------|------------------|---------------|
|                                 | Urbain | Rural | Ensemble | Urbain | Rural | Ensemble | Emploi précédent | Emploi actuel | Emploi précédent | Emploi actuel |
| Employeur                       | 0,3    | 0,0   | 0,0      | 1,2    | 0,3   | 0,4      | 0,6              | 0,6           | 0,6              | 0,2           |
| Indépendant                     | 45,7   | 39,5  | 40,1     | 48,5   | 42,4  | 43,2     | 31,6             | <b>45,0</b>   | 41,3             | <b>43,2</b>   |
| Salarié                         | 33,8   | 1,3   | 4,1      | 24,6   | 1,1   | 4,0      | <b>6,6</b>       | 4,0           | <b>23,7</b>      | 1,6           |
| Apprenti                        | 2,8    | 0,1   | 0,3      | 3,5    | 0,1   | 0,5      | 0,7              | 0,9           | 2,6              | 1,2           |
| Aide familial                   | 17,3   | 59,0  | 55,4     | 17,0   | 55,3  | 50,6     | <b>60,0</b>      | 47,9          | 31,4             | <b>53,6</b>   |
| Autre                           | 0,2    | 0,0   | 0,0      | 0,7    | 0,2   | 0,3      | 0,2              | 0,2           | 0,5              | 0,2           |
| Non déclarée                    | 0,0    | 0,0   | 0,0      | 4,6    | 0,5   | 1,0      | 0,3              | 1,5           | 0,0              | 0,0           |
| Total                           | 100,0  | 100,0 | 100,0    | 100,0  | 100,0 | 100,0    | 100,0            | 100,0         | 100,0            | 100,0         |

A partir de l'emploi précédent et de l'emploi actuel en 1998 et 2003, il ressort qu'au sein de la même profession la mobilité est importante. Ce qui se caractérise par la sortie ou l'entrée dans la profession. C'est dans les professions telles que les forces armées et la sécurité, l'artisanat, les services domestiques et jeux divers, le commerce de gros et de détail que la mobilité est la plus manifeste (Tableau 8). Dans les groupes Agriculture, élevage, chasse et forêt, et celui de Administration et professions libérales, il y a moins de mobilité. Dans le premier, il y a plus d'entrée que de sortie, et dans le second, c'est l'inverse. En dehors du groupe Agriculture, élevage, chasse et forêt et celui des autres professions, qui reçoivent plus d'entrées que de sorties, les autres groupes sont d'accès difficile particulièrement le groupe Administration et professions libérales. Un aperçu sur l'évolution des effectifs des nouvelles recrues de l'administration confirme cette observation.

Si en 1998, il y avait une plus grande stabilité des emplois, cela n'est pas resté le cas en 2003. En effet, la stabilité des emplois est passée de 91,4 % à 37,8 %. Ce qui signifie que les emplois sont maintenus dans environ 2 cas sur 5. En considérant chaque catégorie d'emplois, il apparaît que c'est plus du quart des emplois qui retiennent les individus à l'exception de l'artisanat, le reste étant constitués des sorties vers d'autres emplois. Quelle que soit l'activité, les entrées sont moindres en regard des sorties. C'est seulement dans

l'Agriculture, élevage, chasse et forêt que l'on a plus d'entrées que de sorties et où il y a plus de stabilité des emplois. Ceci est encore mis en exergue lorsqu'on analyse la situation dans l'emploi (Tableau 2, Annexe). Les actifs de statut indépendant ou aide familial sont moins mobiles. Et la tendance est à plus de mobilités dans les emplois salariés du public. Le système est donc moins propice à la mobilité dans les emplois. C'est aussi le reflet de sa difficulté à intégrer les nouveaux entrants (Tableau 9).

Tableau 8 : Répartition des actifs occupés de 18 ans et plus selon l'emploi précédent et l'emploi actuel, et proportions de mobilité professionnelle des actifs occupés 1998 et 2003

| Professions                             | Répartition  |              | Proportions |             |             |
|---|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
|   | Précédent    | Récent       | Stable      | Sortie      | Entrée      |
| <b>EP 1998</b>                          |              |              |             |             |             |
| Agriculture, élevage, chasse et forêt   | 71,0         | 72,3         | 97,0        | 3,0         | 4,7         |
| Pêche, sylviculture                     | 0,3          | 0,2          | 50,0        | 50,0        | 0,0         |
| Administration et professions libérales | 2,9          | 3,6          | 77,8        | 22,2        | 36,4        |
| Commerce de gros et de détail           | 9,1          | 11,2         | 92,9        | 7,1         | 24,6        |
| Artisanat                               | 5,5          | 4,9          | 85,3        | 14,7        | 3,3         |
| Services domestiques et jeux divers     | 2,4          | 1,9          | 66,7        | 33,3        | 16,7        |
| Autres professions                      | 5,3          | 5,5          | 97,0        | 3,0         | 5,9         |
| Sans Profession                         | 3,4          | 0,5          | 4,8         | 95,2        | 66,7        |
| <b>Ensemble</b>                         | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> | <b>91,4</b> | <b>8,6</b>  | <b>8,6</b>  |
| <b>EBCVM 2003</b>                       |              |              |             |             |             |
| Agriculture, élevage, chasse et forêt   | 32,4         | 64,1         | 64,4        | 35,6        | 67,5        |
| Administration et professions libérales | 6,5          | 5,0          | 26,6        | 73,4        | 65,2        |
| Commerce de gros et de détail           | 28,6         | 14,5         | 24,7        | 75,3        | 51,2        |
| Artisanat                               | 6,7          | 3,7          | 14,9        | 85,1        | 73,3        |
| Services domestiques et jeux divers     | 14,0         | 6,8          | 28,3        | 71,7        | 41,6        |
| Forces armées et sécurité               | 3,8          | 0,0          | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
| Autres professions                      | 8,0          | 5,9          | 40,1        | 59,9        | 45,5        |
| Sans Profession                         | 0,0          | 0,0          | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
| <b>Ensemble</b>                         | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> | <b>37,8</b> | <b>62,2</b> | <b>62,2</b> |

En effet, l'évolution des recrutements de l'administration publique, nous donne une capacité d'absorption des candidats à l'emploi de 2 % en moyenne par an (Tableau 9). Ce taux qui est plus faible que le taux de croissance démographique renseigne qu'à la longue, l'engorgement des demandeurs sera plus important s'il n'y a pas d'alternatives. Le secteur privé devrait y remédier, en recrutant plus que le public. Il faut surtout retenir que ces recrutements concernent la population instruite, or on sait que la grande majorité de la population au Burkina Faso est analphabète. Cette considération montre l'ampleur de la tâche si l'on veut effectivement et de façon efficiente résorber le chômage.

Avec les informations collectées sur les salariés de la Fonction publique et ceux du privé (employés immatriculés à la CNSS), l'évolution de la population salariée a été dressée. La proportion des salariés est aujourd'hui estimée à 1,8 % sur la base des données et cette estimation ne s'écarte guère des données fournies en 2003 où 1,6 % de la population était salariée. On relève cependant que moins de 20 000 emplois salariés effectifs sont créés chaque année depuis 1995.

Tableau 9 : Répartition des candidats et recrutés aux concours de la fonction publique de 1995 à 2004

| Années       | Fonction Publique <sup>6</sup> |          |               | Salariés Public et Privé |          |               |
|--------------|--------------------------------|----------|---------------|--------------------------|----------|---------------|
|              | Candidats                      | Recrutés | Accroissement | Salariés                 | Nouveaux | Accroissement |
| 1995         | 126519                         | 2659     | 2,1           | 93 500                   | -        | -             |
| 1996         | 134989                         | 2859     | 2,1           | 105 963                  | 12 463   | 13,3          |
| 1997         | 120356                         | 2669     | 2,2           | 116 633                  | 10 670   | 10,1          |
| 1998         | 116752                         | 2624     | 2,2           | 129 476                  | 12 843   | 11,0          |
| 1999         | 157810                         | 3564     | 2,3           | 153 249                  | 23 773   | 18,4          |
| 2000         | 151728                         | 3123     | 2,1           | 164 669                  | 11 420   | 7,5           |
| 2001         | 192243                         | 3432     | 1,8           | 178 448                  | 13 779   | 8,4           |
| 2002         | 215599                         | 4373     | 2,0           | 191 811                  | 13 363   | 7,5           |
| 2003         | 220485                         | 5892     | 2,7           | 208 431                  | 16 620   | 8,7           |
| 2004         | 220311                         | 6906     | 3,1           | 224 695                  | 16 264   | 7,8           |
| Moyen annuel | -                              | -        | 2,3           | -                        | 131 195  | 14,0          |

Un regard sur l'évolution des demandes et des offres d'emplois fait ressortir un moindre engouement pour les inscriptions à l'ANPE avec un potentiel d'insertion des demandeurs limité et constant (Tableau 10). En considérant le potentiel de main d'œuvre que l'enseignement peut mettre sur le marché et les emplois libérés par fait de retraite, on se rend compte que les demandes potentielles sont largement au-dessus des offres. En général, moins de 10 % des demandes d'offres arrivent à être couvertes. Cette situation est selon certaines analyses la raison des moindres inscriptions à l'ANPE (Tableau 11).

Tableau 10 : Evolution des demandes et offres d'emploi, des effectifs d'emplois potentiels

| RUBRIQUES                              | ANNEES <sup>7</sup> |       |       |       |                    |                    |       |       |                    |       |
|--|---------------------|-------|-------|-------|--------------------|--------------------|-------|-------|--------------------|-------|
|  | 1995                | 1996  | 1997  | 1998  | 1999               | 2000               | 2001  | 2002  | 2003               | 2004  |
| Demandes                               |                     |       |       |       | 7533               | 4706               | 6300  | 2950  | 5009               | 8091  |
| Offres                                 |                     |       |       |       | 929                | 799                | 799   | 768   | 397                | 741   |
| Taux de couverture des Demandes (en %) |                     |       |       |       | 12,33              | 16,98              | 12,68 | 26,03 | 7,926              | 9,158 |
| Enseignement TK <sup>8</sup>           | 4504                | 4584  | 4556  | 4509  | 5264               | 6487               | 8202  | 7734  | 9102               |       |
| Diplômés <sup>9</sup>                  | 14454               | 10621 | 16003 | 16441 | 20128              | 18830 <sup>a</sup> | 17652 | 19975 | 19978 <sup>a</sup> |       |
| Etudiants                              | 8815                | 8807  | 7592  | 7632  | 10770 <sup>a</sup> | 12322              | 15535 | 18200 | 16423              |       |
| Formés                                 | 27773               | 24012 | 28151 | 28582 | 36162              | 37839              | 41389 | 45909 | 45503              |       |
| RETRAITES CNSS et CARFO                |                     |       |       | 3720  | 3168               | 3379 <sup>a</sup>  | 2813  | 3654  | 3471               |       |

Source: ANPE/SES

<sup>6</sup> Source : MFPDI/DR

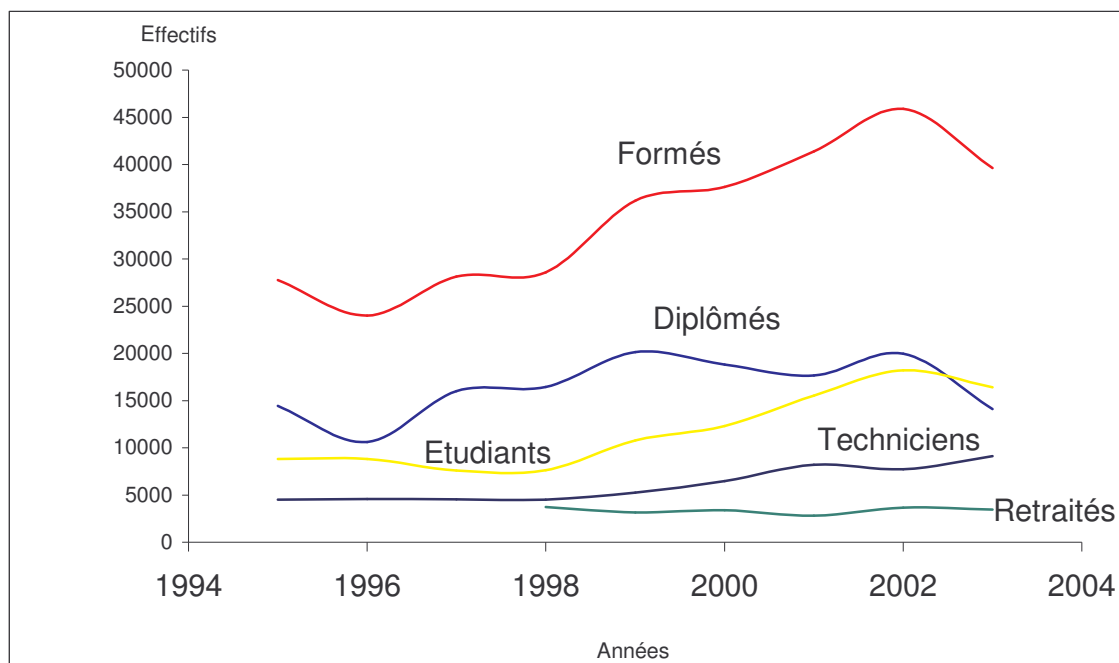
<sup>7</sup> Les données des années manquantes ont été estimées à partir de la moyenne sur 4 années encadrant (ex. pour l'année 2000, on considère les années 1998, 1999, 2001 et 2002). Les années concernées sont marquées de l'exposant a.

<sup>8</sup> Enseignement technique regroupe la 3<sup>e</sup> année de formation professionnelle, l'année de perfectionnement, la 2<sup>e</sup> année BEP et la Terminale technique.

<sup>9</sup> Les diplômes considérés sont : CAP, BEP, BEPC, BAC.



Graphique 1 : Evolution des demandes potentielles et des offres éventuelles d'emploi



Rien qu'avec les diplômés et ceux qui ont reçu une formation technique terminale, on constate que la demande potentielle est plus importante que les emplois libérés par retraite (Graphique 1). De plus, les statistiques de création d'emplois ne suivent guère une évolution différente des emplois libérés en terme de volume et de proportions. La constance est partout de règle. Et on peut même penser que la réforme de l'âge de la retraite va réduire considérablement les postes à libérer dans les 5 années à venir. Il faut donc se prémunir pour un tassement des recrutements durant cette période. De plus, on peut observer qu'il y a une similitude entre les recrutements de la Fonction publique et les emplois libérés même si ceux-ci concernent aussi le secteur privé (Tableaux 9 et 10).

De 1996 à 2004, l'écart entre les formés (demandes d'emploi potentiel) et les salariés (nouveaux emplois ou embauches) s'est considérablement creusé. Ceci aboutit à un chômage important de la population des diplômés et pose avec acuité la question de la politique de résorption du chômage.

Pour l'analyse par rapport au niveau des qualifications, il ressort que de plus en plus de femmes s'inscrivent comme demandeurs d'emplois (Graphique 2). A l'opposé, les demandeurs d'emploi illettrés s'inscrivent de moins en moins. Leur proportion est passée de 31,7 % à 19,7 % entre 1998 et 2002. Les demandeurs d'emploi avec un diplôme BEPC ou universitaire (BAC, DEUG, Licence et plus), sont restés en proportions constantes malgré une forte diminution des effectifs globaux de demandeurs d'emploi (Tableau 11).

Graphique 2 : Evolution des effectifs par sexe de demandeurs d'emploi de 1998-2002

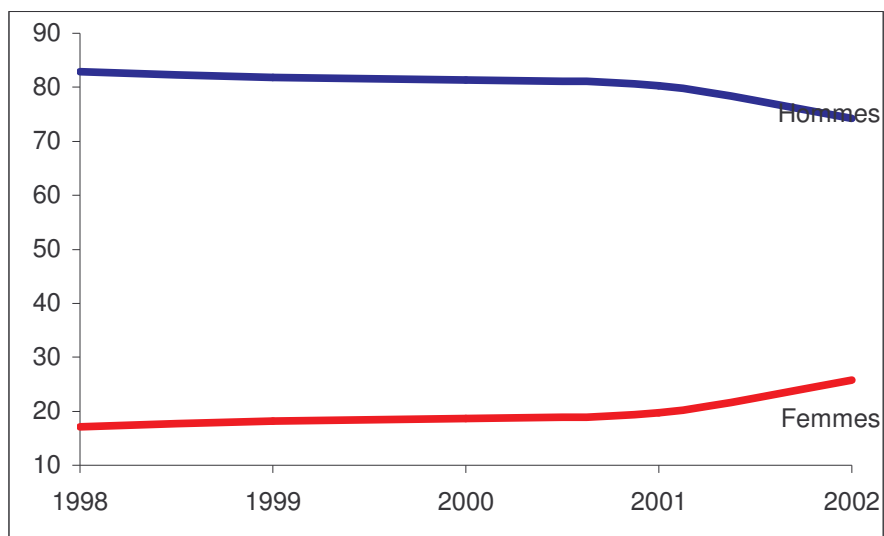


Tableau 11 : Evolution des effectifs de demandeurs d'emploi de 1998-2002 et selon le degré d'instruction

| Degré d'instruction | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---------------------|------|------|------|------|------|
| Illettrés           | 2975 | 2229 | 1854 | 1529 | 829  |
| CEP                 | 1825 | 1606 | 1166 | 1236 | 725  |
| CAP                 | 726  | 488  | 499  | 438  | 359  |
| BEPC                | 1989 | 1672 | 1433 | 1502 | 844  |
| BEP                 | 435  | 413  | 464  | 502  | 454  |
| BAC                 | 891  | 641  | 813  | 652  | 396  |
| BTS DUT             | 158  | 158  | 97   | 187  | 230  |
| DEUG                | 36   | 19   | 31   | 35   | 19   |
| Licence ou plus     | 295  | 281  | 244  | 169  | 181  |
| Sans diplôme        | 57   | 26   | 16   | 32   | 165  |
| Ensemble            | 9387 | 7533 | 6617 | 6282 | 4202 |
| Femmes              | 1605 | 1368 | 1238 | 1238 | 1084 |
| Hommes              | 7782 | 6165 | 5379 | 5044 | 3118 |

## **IV. PERSPECTIVES DE L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

### **4.1 Stratégie de projection de l'emploi et la formation**

Au regard des tendances des situations d'occupation, des professions et des branches d'activités, il apparaît opportun d'envisager une projection de la population active en terme de structure par âge et par milieu urbain et rural. Des estimations de ces populations existent déjà dans une publication de l'INSD de février 2005.

Disposant donc des effectifs par âge de la population pour les différentes années, il sera considéré comme structure de référence, celle observée au cours du RGPH 1996 car c'est la plus complète. Les structures observées pour les professions et les branches d'activités seront appliquées pour obtenir les populations par type d'activité et par branche.

Pour nous résumer, il s'agit d'extraire des projections de population existantes, la population active occupée, puis d'en déterminer celle correspondant aux différentes catégories. A la population active occupée, on applique les structures observées pour obtenir les professions et les branches. Dans tous le processus, on estime que les structures actuelles vont se maintenir.

Ainsi, sur le plan pratique, les projections de populations existantes ont permis d'obtenir la population en âge de travailler. A cette population, on applique les proportions de population active occupée observée au RGPH de 1996. On obtient ainsi les effectifs de population active occupée auxquels on applique les structures que l'on recherche (situation de la population active occupée, occupation principale, branche d'activité). Les projections obtenues sont le reflet de la population active occupée si les tendances de 1996 se maintenaient. La similitude des structures de l'activité au RGPH de 1996 et de l'EBCVM 2003 ont fait qu'on a privilégié le premier en raison de son exhaustivité. Les résultats sont présentés au paragraphe suivant.

### **4.2 Futur de l'emploi et de la formation professionnelle et implications**

A partir des projections de la population active occupée, les nouveaux emplois ont pu être déterminés. Ces estimations fournissent le volume annuel d'emplois nouveaux. Elles ne prennent pas en compte les emplois qui se terminent. Or, cet aspect n'est pas négligeable dans le contexte du Burkina Faso, avec les privatisations et les changements dans le secteur informel (INSD 2003, 1-2-3).

En considérant que sur une période donnée la différence entre les effectifs de population active occupée donnent les nouveaux emplois créés ou à créer, il a été déterminé le nombre annuel d'emplois à créer pour répondre aux besoins de la population. Ces estimations sont présentées de façon globale et n'excluent pas des désagrégations par sexe.

Globalement, la population active occupée évolue au même rythme que la population totale. La population jeune y prend de plus en plus de l'importance. Ce qui pose avec plus d'acuité le problème de l'emploi car il y aura de plus en plus d'effort à faire pour satisfaire les nouveaux arrivant sur le marché et aussi pour maintenir les emplois existant dans un contexte de restructuration des entreprises.

Tableau 12 : Effectifs projetés des actifs occupés, des nouveaux emplois et des salariés de 2004 à 2025

| Années                          | Actifs occupés |           |            | Nouveaux emplois |         |           | Salariés |        |          |
|---------------------------------|----------------|-----------|------------|------------------|---------|-----------|----------|--------|----------|
|                                 | Urbain         | Rural     | Ensemble   | Urbain           | Rural   | Ensemble  | Urbain   | Rural  | Ensemble |
| <b>ACTIFS DE 18 ANS ET PLUS</b> |                |           |            |                  |         |           |          |        |          |
| 1996                            | 449 260        | 3 239 348 | 3 688 608  | -                | -       | -         | 113 329  | 35 299 | 148 628  |
| 2004                            | 807 437        | 3 851 491 | 4 658 928  | 358 177          | 612 143 | 970 320   | 198 489  | 41 892 | 240 382  |
| 2005                            | 831 563        | 3 942 517 | 4 774 080  | 24 126           | 91 026  | 115 152   | 204 420  | 42 882 | 247 303  |
| 2006                            | 856 453        | 4 035 890 | 4 892 343  | 24 890           | 93 373  | 118 263   | 210 539  | 43 898 | 254 437  |
| 2007                            | 882 133        | 4 131 674 | 5 013 808  | 25 680           | 95 785  | 121 464   | 216 852  | 44 940 | 261 792  |
| 2008                            | 908 628        | 4 229 937 | 5 138 566  | 26 495           | 98 263  | 124 758   | 223 365  | 46 009 | 269 374  |
| 2009                            | 935 965        | 4 330 747 | 5 266 712  | 27 337           | 100 810 | 128 147   | 230 085  | 47 105 | 277 190  |
| 2010                            | 964 172        | 4 434 174 | 5 398 346  | 28 207           | 103 427 | 131 634   | 237 019  | 48 230 | 285 249  |
| 2010-2015                       | 1 119 290      | 4 993 181 | 6 112 471  | 155 118          | 559 006 | 714 124   | 275 151  | 54 310 | 329 462  |
| 2015-2020                       | 1 300 884      | 5 629 425 | 6 930 308  | 181 594          | 636 244 | 817 838   | 319 792  | 61 231 | 381 023  |
| 2020-2025                       | 1 513 638      | 6 354 425 | 7 868 063  | 212 754          | 725 001 | 937 755   | 372 092  | 69 117 | 441 209  |
| <b>ACTIFS DE 15 ANS ET PLUS</b> |                |           |            |                  |         |           |          |        |          |
| 1996                            | 481 694        | 3 721 297 | 4 202 991  | -                | -       | -         | 116 828  | 36 485 | 153 313  |
| 2004                            | 922 068        | 4 402 471 | 5 324 539  | 440 374          | 681 174 | 1 121 548 | 216 533  | 43 032 | 259 565  |
| 2005                            | 949 603        | 4 506 498 | 5 456 101  | 27 534           | 104 027 | 131 562   | 222 999  | 44 048 | 267 047  |
| 2006                            | 978 009        | 4 613 207 | 5 591 216  | 28 406           | 106 709 | 135 115   | 229 670  | 45 092 | 274 761  |
| 2007                            | 1 007 315      | 4 722 672 | 5 729 987  | 29 307           | 109 465 | 138 771   | 236 552  | 46 161 | 282 713  |
| 2008                            | 1 037 552      | 4 834 968 | 5 872 520  | 30 237           | 112 296 | 142 533   | 243 652  | 47 259 | 290 912  |
| 2009                            | 1 068 749      | 4 950 173 | 6 018 922  | 31 197           | 115 206 | 146 403   | 250 979  | 48 385 | 299 364  |
| 2010                            | 1 100 938      | 5 068 369 | 6 169 307  | 32 189           | 118 196 | 150 385   | 258 538  | 49 540 | 308 078  |
| 2010-2015                       | 1 277 948      | 5 707 183 | 6 985 131  | 177 010          | 638 814 | 815 824   | 300 106  | 55 785 | 355 890  |
| 2015-2020                       | 1 485 154      | 6 434 233 | 7 919 388  | 207 206          | 727 050 | 934 257   | 348 765  | 62 891 | 411 656  |
| 2020-2025                       | 1 727 898      | 7 262 674 | 8 990 573  | 242 744          | 828 441 | 1 071 185 | 405 769  | 70 989 | 476 758  |
| <b>ACTIFS DE 10 ANS ET PLUS</b> |                |           |            |                  |         |           |          |        |          |
| 1996                            | 506 697        | 4 497 638 | 5 004 335  | -                | -       | -         | 118 172  | 37 163 | 155 335  |
| 2004                            | 1 096 285      | 5 316 087 | 6 412 373  | 589 588          | 818 449 | 1 408 038 | 233 886  | 43 257 | 277 143  |
| 2005                            | 1 128 904      | 5 441 451 | 6 570 355  | 32 619           | 125 364 | 157 982   | 240 846  | 44 277 | 285 122  |
| 2006                            | 1 162 553      | 5 570 041 | 6 732 594  | 33 649           | 128 590 | 162 239   | 248 024  | 45 323 | 293 347  |
| 2007                            | 1 197 266      | 5 701 947 | 6 899 213  | 34 713           | 131 906 | 166 619   | 255 430  | 46 396 | 301 827  |
| 2008                            | 1 233 078      | 5 837 260 | 7 070 338  | 35 812           | 135 313 | 171 125   | 263 071  | 47 497 | 310 568  |
| 2009                            | 1 270 025      | 5 976 074 | 7 246 098  | 36 947           | 138 813 | 175 760   | 270 953  | 48 627 | 319 580  |
| 2010                            | 1 308 144      | 6 118 485 | 7 426 628  | 38 119           | 142 411 | 180 530   | 279 085  | 49 786 | 328 871  |
| 2010-2015                       | 1 517 716      | 6 888 086 | 8 405 802  | 209 572          | 769 601 | 979 173   | 323 796  | 56 048 | 379 844  |
| 2015-2020                       | 1 762 953      | 7 763 824 | 9 526 777  | 245 238          | 875 738 | 1 120 975 | 376 117  | 63 174 | 439 290  |
| 2020-2025                       | 2 050 155      | 8 761 499 | 10 811 654 | 287 202          | 997 675 | 1 284 877 | 437 389  | 71 292 | 508 681  |

De façon générale, légèrement plus d'un emploi sur 5 est créé en milieu urbain. La part des besoins du milieu urbain devient croissante au fil des années (Tableau 12). De 1996 à 2004, on estime que près de 1 million d'emplois supplémentaires ont été créés. De 2005 à 2010, il faudra créer environ 625 000 emplois. La salarisation des emplois gagne de l'importance même si l'évolution est moins perceptible (Graphique 3). De plus, au regard des futurs emplois, la part des emplois salariés reste très faible. Ceci n'est pas conciliable avec une valeur ajoutée compétitive car il y a beaucoup de travailleurs qui n'ont pas de rémunération. Il est vrai que dans le cas présent le secteur de l'agriculture retient

beaucoup d'actifs alors qu'elle utilise moins de salariés, mais par rapport au reste des secteurs, la salarisation demeure faible (Tableau 14).

Tableau 13 : Effectifs projetés des actifs occupés, des nouveaux emplois et des salariés de 2004 à 2025 par sexe

| Années                          | Actifs occupés |           | Nouveaux emplois |         | Salariés |        | Administration |        |
|---------------------------------|----------------|-----------|------------------|---------|----------|--------|----------------|--------|
|                                 | Hommes         | Femmes    | Hommes           | Femmes  | Hommes   | Femmes | Hommes         | Femmes |
| <b>ACTIFS DE 18 ANS ET PLUS</b> |                |           |                  |         |          |        |                |        |
| 2004                            | 2 418 758      | 2 240 170 | -                | -       | 197 822  | 42 560 | 74 536         | 25 897 |
| 2005                            | 2 479 439      | 2 294 641 | 60 681           | 54 471  | 203 517  | 43 786 | 76 670         | 26 637 |
| 2006                            | 2 541 783      | 2 350 560 | 62 344           | 55 919  | 209 388  | 45 049 | 78 870         | 27 399 |
| 2007                            | 2 605 840      | 2 407 968 | 64 057           | 57 408  | 215 441  | 46 351 | 81 137         | 28 185 |
| 2008                            | 2 671 659      | 2 466 906 | 65 819           | 58 939  | 221 680  | 47 693 | 83 475         | 28 995 |
| 2009                            | 2 739 293      | 2 527 420 | 67 634           | 60 513  | 228 113  | 49 077 | 85 884         | 29 830 |
| 2010                            | 2 808 794      | 2 589 553 | 69 501           | 62 133  | 234 745  | 50 504 | 88 368         | 30 691 |
| 2010-2015                       | 3 186 294      | 2 926 177 | 377 500          | 336 625 | 271 130  | 58 332 | 101 989        | 35 411 |
| 2015-2020                       | 3 619 468      | 3 310 841 | 433 174          | 384 663 | 313 562  | 67 461 | 117 864        | 40 912 |
| 2020-2025                       | 4 117 134      | 3 750 930 | 497 666          | 440 089 | 363 092  | 78 117 | 136 385        | 47 327 |
| <b>ACTIFS DE 15 ANS ET PLUS</b> |                |           |                  |         |          |        |                |        |
| 2004                            | 2 793 079      | 2 531 460 | -                | -       | 210 924  | 48 641 | 78 429         | 27 244 |
| 2005                            | 2 863 048      | 2 593 053 | 69 969           | 61 592  | 217 004  | 50 043 | 80 677         | 28 023 |
| 2006                            | 2 934 933      | 2 656 283 | 71 885           | 63 230  | 223 272  | 51 489 | 82 995         | 28 826 |
| 2007                            | 3 008 790      | 2 721 197 | 73 857           | 64 915  | 229 734  | 52 979 | 85 384         | 29 654 |
| 2008                            | 3 084 676      | 2 787 844 | 75 886           | 66 647  | 236 396  | 54 515 | 87 846         | 30 508 |
| 2009                            | 3 162 650      | 2 856 273 | 77 974           | 68 428  | 243 265  | 56 099 | 90 385         | 31 387 |
| 2010                            | 3 242 774      | 2 926 533 | 80 124           | 70 261  | 250 346  | 57 732 | 93 002         | 32 294 |
| 2010-2015                       | 3 677 920      | 3 307 211 | 435 146          | 380 678 | 289 198  | 66 692 | 107 354        | 37 267 |
| 2015-2020                       | 4 177 142      | 3 742 246 | 499 222          | 435 035 | 334 514  | 77 142 | 124 084        | 43 062 |
| 2020-2025                       | 4 750 572      | 4 240 001 | 573 430          | 497 755 | 387 416  | 89 342 | 143 603        | 49 822 |
| <b>ACTIFS DE 10 ANS ET PLUS</b> |                |           |                  |         |          |        |                |        |
| 2004                            | 3 394 802      | 3 017 570 | -                | -       | 223 715  | 53 429 | 82 619         | 28 823 |
| 2005                            | 3 479 478      | 3 090 876 | 84 676           | 73 306  | 230 155  | 54 967 | 84 985         | 29 647 |
| 2006                            | 3 566 464      | 3 166 130 | 86 986           | 75 254  | 236 795  | 56 552 | 87 424         | 30 495 |
| 2007                            | 3 655 827      | 3 243 387 | 89 363           | 77 256  | 243 639  | 58 187 | 89 938         | 31 370 |
| 2008                            | 3 747 636      | 3 322 702 | 91 809           | 79 316  | 250 696  | 59 872 | 92 529         | 32 272 |
| 2009                            | 3 841 962      | 3 404 136 | 94 326           | 81 434  | 257 970  | 61 610 | 95 200         | 33 202 |
| 2010                            | 3 938 879      | 3 487 749 | 96 917           | 83 612  | 265 470  | 63 401 | 97 953         | 34 160 |
| 2010-2015                       | 4 465 070      | 3 940 732 | 526 190          | 452 983 | 306 617  | 73 228 | 113 053        | 39 415 |
| 2015-2020                       | 5 068 446      | 4 458 331 | 603 376          | 517 600 | 354 602  | 84 688 | 130 654        | 45 539 |
| 2020-2025                       | 5 761 173      | 5 050 481 | 692 727          | 592 149 | 410 616  | 98 065 | 151 187        | 52 681 |

Tableau 14 : Effectifs projetés des actifs de l'agriculture, de l'artisanat et du commerce des 18 ans et plus

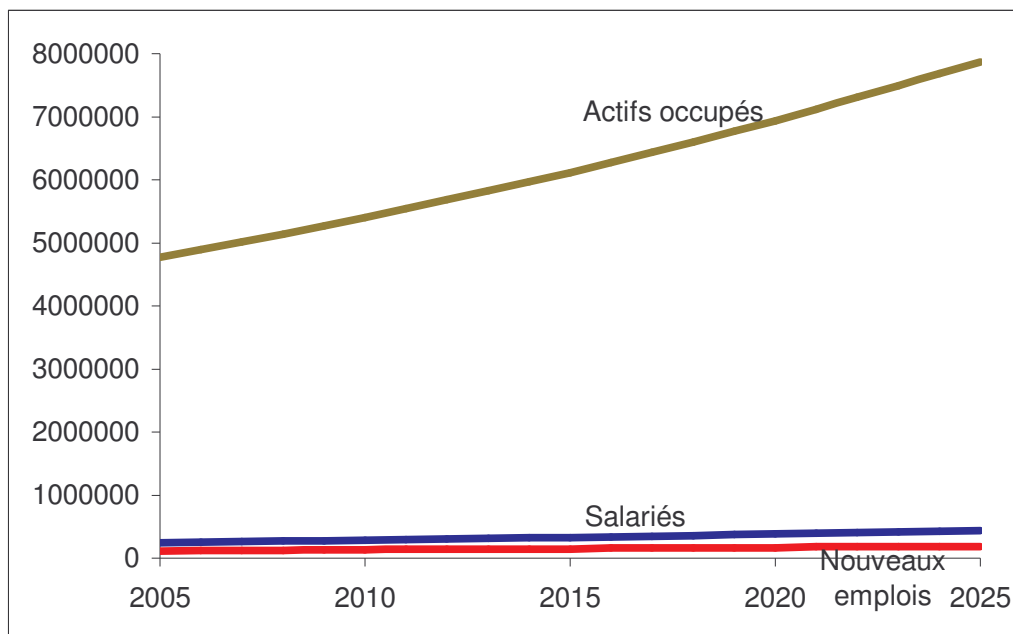
| Années                          | Agriculture |           |           | Artisanat |        |          | Commerce |         |          |
|---------------------------------|-------------|-----------|-----------|-----------|--------|----------|----------|---------|----------|
|                                 | Urbain      | Rural     | Ensemble  | Urbain    | Rural  | Ensemble | Urbain   | Rural   | Ensemble |
| <b>ACTIFS DE 18 ANS ET PLUS</b> |             |           |           |           |        |          |          |         |          |
| 1996                            | 144 212     | 3 108 505 | 3 252 717 | 68 285    | 26 487 | 94 772   | 114 553  | 59 783  | 174 336  |
| 2004                            | 252 579     | 3 689 133 | 3 941 712 | 119 597   | 31 434 | 151 032  | 200 633  | 70 950  | 271 583  |
| 2005                            | 260 126     | 3 776 321 | 4 036 448 | 123 171   | 32 177 | 155 348  | 206 628  | 72 626  | 279 255  |
| 2006                            | 267 912     | 3 865 758 | 4 133 671 | 126 858   | 32 939 | 159 797  | 212 813  | 74 347  | 287 159  |
| 2007                            | 275 945     | 3 957 505 | 4 233 450 | 130 661   | 33 721 | 164 383  | 219 194  | 76 111  | 295 305  |
| 2008                            | 284 234     | 4 051 626 | 4 335 859 | 134 586   | 34 523 | 169 109  | 225 777  | 77 921  | 303 699  |
| 2009                            | 292 785     | 4 148 186 | 4 440 971 | 138 635   | 35 346 | 173 981  | 232 570  | 79 778  | 312 348  |
| 2010                            | 301 609     | 4 247 253 | 4 548 862 | 142 813   | 36 190 | 179 003  | 239 579  | 81 683  | 321 263  |
| 2010-2015                       | 350 132     | 4 782 695 | 5 132 827 | 165 789   | 40 752 | 206 541  | 278 123  | 91 981  | 370 104  |
| 2015-2020                       | 406 937     | 5 392 118 | 5 799 055 | 192 687   | 45 945 | 238 632  | 323 246  | 103 702 | 426 947  |
| 2020-2025                       | 473 490     | 6 086 556 | 6 560 047 | 224 200   | 51 862 | 276 062  | 376 111  | 117 057 | 493 168  |
| <b>ACTIFS DE 15 ANS ET PLUS</b> |             |           |           |           |        |          |          |         |          |
| 1996                            | 158 752     | 3 579 100 | 3 737 852 | 74 681    | 28 730 | 103 411  | 121 664  | 66 271  | 187 935  |
| 2004                            | 294 236     | 4 221 315 | 4 515 552 | 138 416   | 33 885 | 172 301  | 225 496  | 78 162  | 303 658  |
| 2005                            | 303 023     | 4 321 062 | 4 624 085 | 142 550   | 34 686 | 177 235  | 232 230  | 80 009  | 312 239  |
| 2006                            | 312 087     | 4 423 380 | 4 735 467 | 146 814   | 35 507 | 182 321  | 239 177  | 81 904  | 321 080  |
| 2007                            | 321 439     | 4 528 341 | 4 849 780 | 151 213   | 36 350 | 187 563  | 246 344  | 83 847  | 330 191  |
| 2008                            | 331 088     | 4 636 016 | 4 967 103 | 155 752   | 37 214 | 192 966  | 253 738  | 85 841  | 339 579  |
| 2009                            | 341 043     | 4 746 481 | 5 087 524 | 160 435   | 38 101 | 198 536  | 261 368  | 87 886  | 349 254  |
| 2010                            | 351 315     | 4 859 813 | 5 211 128 | 165 267   | 39 010 | 204 278  | 269 240  | 89 985  | 359 224  |
| 2010-2015                       | 407 799     | 5 472 341 | 5 880 140 | 191 839   | 43 927 | 235 766  | 312 528  | 101 326 | 413 855  |
| 2015-2020                       | 473 920     | 6 169 474 | 6 643 394 | 222 944   | 49 523 | 272 467  | 363 201  | 114 235 | 477 436  |
| 2020-2025                       | 551 380     | 6 963 826 | 7 515 206 | 259 383   | 55 900 | 315 283  | 422 566  | 128 943 | 551 509  |
| <b>ACTIFS DE 10 ANS ET PLUS</b> |             |           |           |           |        |          |          |         |          |
| 1996                            | 174 756     | 4 341 533 | 4 516 289 | 77 286    | 30 685 | 107 971  | 125 397  | 72 177  | 197 574  |
| 2004                            | 345 878     | 5 053 418 | 5 399 295 | 152 965   | 35 716 | 188 681  | 248 186  | 84 012  | 332 198  |
| 2005                            | 356 169     | 5 172 587 | 5 528 756 | 157 516   | 36 559 | 194 075  | 255 571  | 85 993  | 341 564  |
| 2006                            | 366 785     | 5 294 824 | 5 661 609 | 162 211   | 37 423 | 199 634  | 263 189  | 88 025  | 351 214  |
| 2007                            | 377 737     | 5 420 212 | 5 797 949 | 167 055   | 38 309 | 205 363  | 271 047  | 90 110  | 361 157  |
| 2008                            | 389 036     | 5 548 839 | 5 937 875 | 172 051   | 39 218 | 211 269  | 279 155  | 92 248  | 371 403  |
| 2009                            | 400 693     | 5 680 794 | 6 081 486 | 177 207   | 40 151 | 217 357  | 287 519  | 94 442  | 381 961  |
| 2010                            | 412 719     | 5 816 168 | 6 228 887 | 182 525   | 41 107 | 223 633  | 296 149  | 96 692  | 392 841  |
| 2010-2015                       | 478 839     | 6 547 743 | 7 026 582 | 211 767   | 46 278 | 258 045  | 343 593  | 108 855 | 452 448  |
| 2015-2020                       | 556 212     | 7 380 210 | 7 936 422 | 245 985   | 52 162 | 298 147  | 399 112  | 122 694 | 521 807  |
| 2020-2025                       | 646 824     | 8 328 590 | 8 975 414 | 286 058   | 58 865 | 344 923  | 464 131  | 138 461 | 602 592  |

Au niveau des secteurs d'activités, l'agriculture restera encore le gros pourvoyeur des actifs avec toujours plus de 80 %. Le secteur du commerce vient en seconde position avec près de 6 % des actifs. Viennent ensuite l'artisanat et l'administration (Graphique 4). Au fil des années, il y a une très faible réduction de la proportion de l'agriculture au profit des autres secteurs d'activités.

Tableau 15 : Effectifs projetés des actifs occupés, des nouveaux emplois et des salariés de 2004 à 2025 par sexe

| Années                          | Agriculture |           | Artisanat |        | Commerce |         |
|---------------------------------|-------------|-----------|-----------|--------|----------|---------|
|                                 | Hommes      | Femmes    | Hommes    | Femmes | Hommes   | Femmes  |
| <b>ACTIFS DE 18 ANS ET PLUS</b> |             |           |           |        |          |         |
| 2004                            | 1 943 846   | 1 997 866 | 113 954   | 37 077 | 105 765  | 165 818 |
| 2005                            | 1 990 565   | 2 045 883 | 117 211   | 38 137 | 108 752  | 170 502 |
| 2006                            | 2 038 510   | 2 095 160 | 120 568   | 39 229 | 111 831  | 175 329 |
| 2007                            | 2 087 716   | 2 145 734 | 124 028   | 40 355 | 115 003  | 180 302 |
| 2008                            | 2 138 219   | 2 197 640 | 127 594   | 41 515 | 118 272  | 185 427 |
| 2009                            | 2 190 055   | 2 250 916 | 131 270   | 42 711 | 121 640  | 190 708 |
| 2010                            | 2 243 261   | 2 305 601 | 135 059   | 43 944 | 125 112  | 196 151 |
| 2010-2015                       | 2 531 242   | 2 601 585 | 155 837   | 50 705 | 144 132  | 225 972 |
| 2015-2020                       | 2 859 791   | 2 939 264 | 180 049   | 58 583 | 166 269  | 260 678 |
| 2020-2025                       | 3 235 072   | 3 324 975 | 208 290   | 67 772 | 192 058  | 301 110 |
| <b>ACTIFS DE 15 ANS ET PLUS</b> |             |           |           |        |          |         |
| 2004                            | 2 260 020   | 2 255 531 | 129 492   | 42 809 | 116 689  | 186 970 |
| 2005                            | 2 314 341   | 2 309 744 | 133 200   | 44 035 | 119 986  | 192 253 |
| 2006                            | 2 370 088   | 2 365 380 | 137 022   | 45 299 | 123 384  | 197 697 |
| 2007                            | 2 427 301   | 2 422 479 | 140 962   | 46 601 | 126 885  | 203 306 |
| 2008                            | 2 486 021   | 2 481 083 | 145 023   | 47 943 | 130 492  | 209 087 |
| 2009                            | 2 546 291   | 2 541 233 | 149 209   | 49 327 | 134 210  | 215 044 |
| 2010                            | 2 608 154   | 2 602 973 | 153 524   | 50 754 | 138 042  | 221 183 |
| 2010-2015                       | 2 942 993   | 2 937 147 | 177 189   | 58 577 | 159 035  | 254 820 |
| 2015-2020                       | 3 324 999   | 3 318 395 | 204 771   | 67 696 | 183 467  | 293 969 |
| 2020-2025                       | 3 761 339   | 3 753 867 | 236 949   | 78 334 | 211 932  | 339 577 |
| <b>ACTIFS DE 10 ANS ET PLUS</b> |             |           |           |        |          |         |
| 2004                            | 2 733 958   | 2 665 337 | 141 140   | 47 541 | 124 663  | 207 535 |
| 2005                            | 2 799 511   | 2 729 245 | 145 175   | 48 900 | 128 178  | 213 386 |
| 2006                            | 2 866 782   | 2 794 827 | 149 333   | 50 301 | 131 799  | 219 415 |
| 2007                            | 2 935 819   | 2 862 131 | 153 619   | 51 745 | 135 530  | 225 627 |
| 2008                            | 3 006 671   | 2 931 204 | 158 037   | 53 233 | 139 375  | 232 028 |
| 2009                            | 3 079 389   | 3 002 097 | 162 591   | 54 767 | 143 337  | 238 624 |
| 2010                            | 3 154 026   | 3 074 861 | 167 285   | 56 348 | 147 420  | 245 421 |
| 2010-2015                       | 3 557 943   | 3 468 640 | 193 027   | 65 019 | 169 789  | 282 659 |
| 2015-2020                       | 4 018 644   | 3 917 778 | 223 024   | 75 123 | 195 817  | 325 990 |
| 2020-2025                       | 4 544 743   | 4 430 671 | 258 014   | 86 909 | 226 133  | 376 459 |

Graphique 3 : Perspectives des actifs occupés, des salariés et des nouveaux emplois des 18 ans et plus de 2005 à 2025

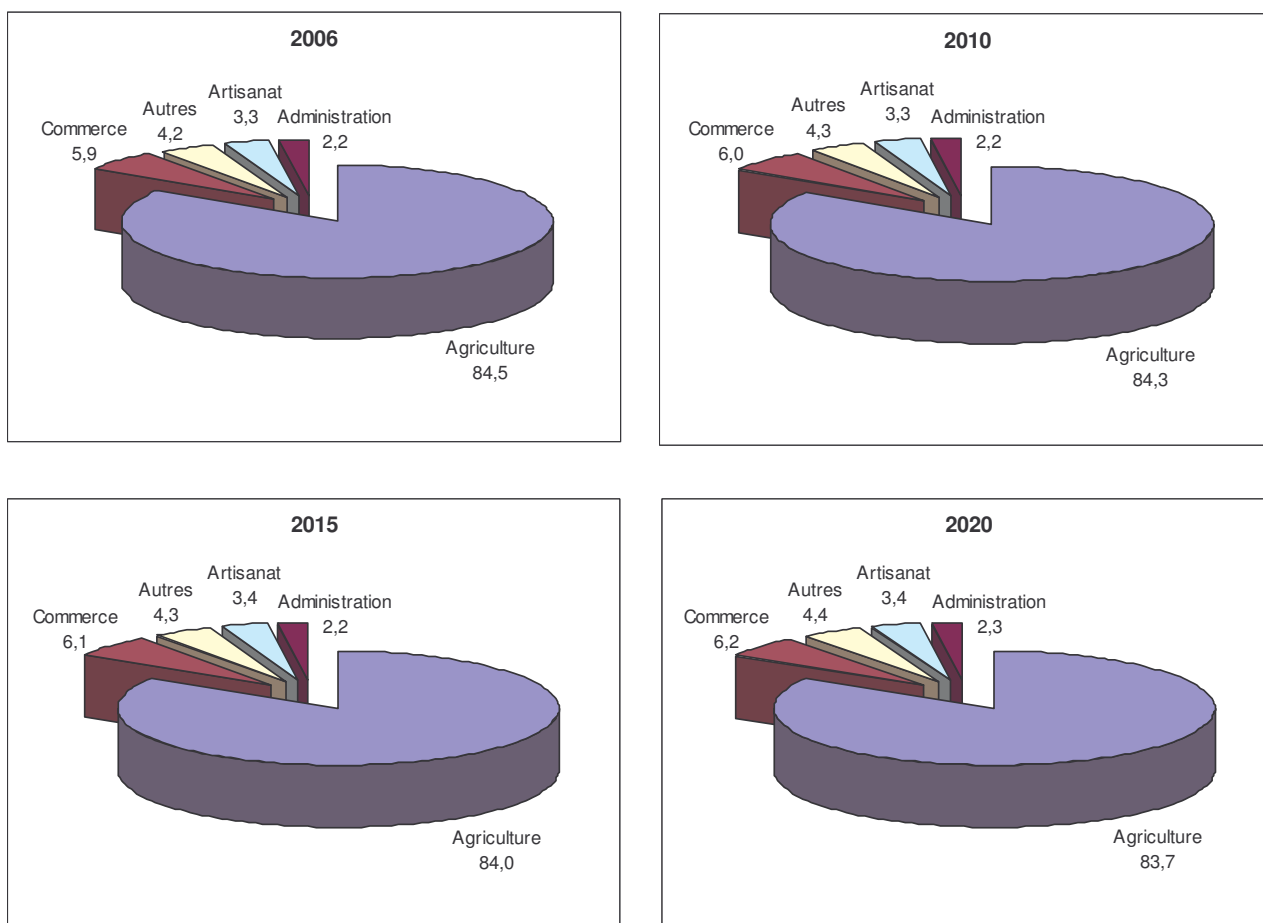


Dans les paragraphes précédents, il avait été question d'une conversion des actifs de l'agriculture vers les actifs des autres secteurs (Tableau 8). On retient aussi que l'artisanat reste plus stable tout comme l'administration avec des effectifs très peu variables (Tableau 12).

Le graphique 4 et le Tableau 13 présentent certes une très faible progression des autres secteurs, mais la part de l'agriculture reste toujours considérable avec plus de 80 % des actifs occupés de 18 ans et plus. Il faut surtout retenir qu'en considérant les 15 ans et plus ou 10 ans et plus, les effectifs projetés sont plus importants (Tableau 4, Annexe) et par conséquent les besoins à couvrir. De plus, si la tendance se maintient, il apparaît une utilisation croissante des actifs encore trop jeunes. En 1985, le recensement dénombrait 831 actifs dans l'Administration qui étaient des illégaux du point de vue des textes et ils se répartissaient en 286 des 10-14 ans et 545 des 15-17 ans. En 1996, il y en a eu encore plus. Il a été dénombré 1229 actifs de moins de 18 ans dans l'Administration publique avec 747 des moins de 14 ans et 482 des 15-17 ans. Ces données de l'administration publique ne sont qu'un pan du travail précoce qui met au chômage des actifs au sens propre du terme et compromet le devenir des enfants enrôlés très tôt.



Graphique 4 : Perspectives des activités pour 2006, 2010, 2015 et 2020



A partir des informations sur les activités des fonds de promotion de l'emploi, il apparaît que de 1999 à 2004, il faut en moyenne 900 000 Fcfa pour créer un emploi et 1 000 000 Fcfa pour le financement d'un projet selon les différents fonds de promotion de l'emploi (Tableau 16). Ces données permettent d'estimer les coûts financiers de créations de nouveaux emplois à près de 108 milliards de francs CFA annuellement.

Tableau 16 : Evolution des emplois créés, du nombre de projets et des coûts de différents fonds de 1999 à 2004

| Année | FAPE      |         |               | FASI    |               | PNAR-TD   |         |               |
|-------|-----------|---------|---------------|---------|---------------|-----------|---------|---------------|
|       | Effectifs | Projets | Coût          | Projets | Coût          | Effectifs | Projets | Coût          |
| 1999  |           |         |               |         |               | 271       | 102     | 241 203 340   |
| 2000  | 227       | 45      | 233 846 505   | 700     | 302 393 332   | 178       | 89      | 254 321 220   |
| 2001  | 402       | 76      | 430 527 494   | 868     | 355 475 430   | 166       | 54      | 213 790 000   |
| 2002  | 698       | 134     | 519 113 369   | 1 100   | 500 449 000   | 134       | 32      | 119 850 000   |
| 2003  | 780       | 132     | 649 953 885   | 912     | 452 885 000   | 251       | 58      | 197 619 000   |
| 2004  | 500       | 70      | 451 500 000   | 1 095   | 504 545 000   | 425       | 60      | 234 095 000   |
| TOTAL | 2 607     | 457     | 2 284 941 253 | 4 675   | 2 115 747 762 | 1 154     | 293     | 1 019 675 220 |

## V. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS

Au terme de l'étude, on retient un fait majeur qui est la complexité des analyses évolutives de l'emploi. En fait d'évolution de l'emploi, c'est plutôt les actifs occupés ou travailleurs qui ont été analysés. En effet, les sources fiables et exhaustives qui permettent ces analyses restent les recensements. Les enquêtes fournissent certains indicateurs de l'emploi mais non le volume des emplois. Elles sont utiles pour les études prospectives.

Certaines données issues des sources administratives sont très utiles mais leur fiabilité et incomplétude sont des contraintes qu'il y a lieu de lever.

Par rapport à l'âge d'entrée en activité, on retient que de plus en plus de jeunes occupent des emplois qu'ils auraient pu libérer pour les adultes en quête d'emplois.

Les bribes de données sur la formation professionnelle qui ont été collectées se sont avérées de très faible intérêt pour la présente étude du fait des incohérences et de la discontinuité que nous y avons relevées.

De ce qui précède, il y a lieu que certaines dispositions soient effectives.

Pour le suivi de l'emploi et la formation professionnelle, un renforcement du dispositif actuel de l'Observatoire est à envisager. L'ONEF devra couvrir les différents secteurs de l'emploi. Ainsi, on devrait avoir un dispositif de suivi des différentes formations données en guise de renforcement des compétences. Pour ce faire un inventaire annuel des effectifs formés et les compétences devra être dressé. Un formulaire de suivi des sessions de formations données dans ce cadre est à élaborer à l'endroit des acteurs pour faciliter la collecte et le traitement des informations.

De plus les différents fonds de promotion de l'emploi effectuent des sessions de formation. Il y a lieu que les comptes-rendus et rapports soient plus explicites sur la question afin de mettre à la disposition des acteurs toutes les informations utiles pour apprécier ce qui est fait et les actions à envisager.

La nécessité et l'urgence de mener une collecte spécifique sont à envisager. Cela suppose que l'ONEF dispose de moyens conséquents et durables pour élaborer ses propres outils de collecte adaptés à ses besoins. Ce qui évitera l'usage de données de sources non appropriées pour une approximation de l'emploi. Ainsi par exemple, on ne se contentera plus seulement des données sur l'activité des populations, mais on collectera des informations sur les emplois pourvus dans les entreprises (immatriculées) et ceux à pourvoir.

De plus, pour les collectes futures, il serait opportun de prendre en compte les préoccupations de l'emploi pour une meilleure analyse.

Si on retient que nombre des emplois agricoles ne sont pas rémunérés, compte tenu de leur importance, les coûts financiers estimés peuvent être considérablement réduits.

## CONCLUSION

L'évolution de l'emploi au Burkina Faso est difficilement appréhensible. Elle requiert la mise en commun des différentes sources et une harmonisation des concepts et définitions. Appréhender l'évolution de l'emploi à partir des enquêtes statistiques nationales n'est pas l'option indiquée. Ces enquêtes ayant des objectifs qui ne cadrent souvent pas avec ceux de l'Observatoire, il y a lieu que celui-ci définisse ses enquêtes et que des moyens soient mis à sa disposition pour l'exécution.

Au stade actuel des informations disponibles, les perspectives sur l'emploi reste hypothétique en raison d'une connaissance insuffisante du secteur. La nécessité de connaître de façon effective les emplois au Burkina Faso reste d'actualité. Jusque-là, ce ne sont que des actifs occupés qu'il a été question. L'emploi au sens strict en terme de stock, d'offre et de demande n'est pas exhaustif. Beaucoup de travail reste à faire en terme de législation pour mieux circonscrire les actions des acteurs et permettre un meilleur suivi. Toute chose qui renforcera l'opérationnalisation de l'ONEF si on veut éviter qu'il tombe dans la routine statistique actuelle qui ne permet pas une maîtrise de tous les contours de l'emploi au Burkina Faso. En fait, il faut surtout retenir qu'un amalgame est fait entre l'activité économique et l'emploi. La nuance entre ces deux notions est la source d'erreurs d'appréciation de l'emploi. La difficulté pour comprendre la dynamique de l'emploi a fait qu'il a rapidement été substitué par l'activité économique.

La présente analyse a tenté de lever un voile qu'il y a lieu de découvrir encore plus par des investigations plus poussées. De la matière pour étudier l'emploi existe, mais son exploitation augure un travail fastidieux et de longue haleine. Elle doit être une préoccupation de l'ONEF pour se singulariser du déjà vu.

# Annexes

## Annexe 1 : Tableaux

Tableau A1 : Proportions des actifs occupés de 18 ans et plus selon la branche d'activités par milieu de résidence en 1996

| Branche d'activités  | RGPH96 |       |          |
|--|--------|-------|----------|
|  | Urbain | Rural | Ensemble |
| Agriculture, Chasse et sylviculture                          | 32,2   | 96,2  | 88,4     |
| Pêche  | 0,0    | 0,0   | 0,0      |
| Industries extractives                                       | 0,2    | 0,1   | 0,1      |
| Activités de fabrication                                     | 9,3    | 0,7   | 1,7      |
| Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau    | 0,5    | 0,0   | 0,1      |
| Construction   | 4,1    | 0,1   | 0,6      |
| Commerce de gros et de détail, Réparation de véhicules       | 29,7   | 1,9   | 5,3      |
| Hotels et restaurants  | 0,7    | 0,0   | 0,1      |
| Transports, Entreposage et communications                    | 4,1    | 0,1   | 0,6      |
| Intermédiation financière                                    | 0,4    | 0,0   | 0,1      |
| Immobilier, Location et activités de service aux entreprises | 2,3    | 0,0   | 0,3      |
| Administration publique et défense, sécurité sociale         | 9,0    | 0,6   | 1,6      |
| Education  | 1,6    | 0,1   | 0,3      |
| Santé et Action sociale                                      | 1,0    | 0,1   | 0,2      |
| Autres activités de services collectifs, sociaux et personne | 3,3    | 0,1   | 0,5      |
| Ménages employant du personnel domestique                    | 1,1    | 0,0   | 0,1      |
| Organisme extra-territoriaux                                 | 0,5    | 0,0   | 0,1      |
| Total  | 100,0  | 100,0 | 100,0    |

Tableau A2 : Répartition des actifs occupés selon la situation dans l'emploi précédent et actuel, et de mobilité dans la situation de l'emploi des actifs occupés de 18 ans et plus en 1998 et 2003

| Situation dans l'emploi | Répartition |        | Proportions |        |        |
|-------------------------|-------------|--------|-------------|--------|--------|
|                         | Précédent   | Récent | Stable      | Sortie | Entrée |
| EP 1998                 |             |        |             |        |        |
| Indépendant             | 36,5        | 34,5   | 90,1        | 9,9    | 4,8    |
| Salariés secteur public | 0,6         | 0,8    | 88,9        | 11,1   | 33,3   |
| Salariés secteur privé  | 1,9         | 1,9    | 73,3        | 26,7   | 26,7   |
| Employeur               | 0,6         | 0,4    | 11,1        | 88,9   | 83,3   |
| Aide familial           | 57,7        | 61,3   | 98,0        | 2,0    | 7,8    |
| Apprentissage           | 0,9         | 1,0    | 78,6        | 21,4   | 26,7   |
| Bénévole                | 0,2         | 0,1    | 0,0         | 0,0    | 0,0    |
| Non déclaré             | 1,7         | 0,0    | 0,0         | 100,0  | 0,0    |
| Ensemble                | 100,0       | 100,0  | 92,2        | 7,8    | 7,8    |
| EBCVM 2003              |             |        |             |        |        |
| Indépendant             | 32,7        | 51,6   | 83,4        | 16,6   | 47,1   |
| Salariés secteur public | 4,7         | 1,0    | 0,0         | 100,0  | 100,0  |
| Salariés secteur privé  | 20,1        | 13,7   | 35,7        | 64,3   | 47,5   |
| Employeur               | 1,3         | 0,3    | 0,0         | 100,0  | 100,0  |
| Aide familial           | 38,6        | 27,6   | 58,0        | 42,0   | 18,7   |
| Apprentissage           | 2,2         | 4,8    | 14,8        | 85,2   | 93,3   |
| Bénévole                | 0,4         | 1,0    | 0,0         | 0,0    | 100,0  |
| Non déclaré             | 0,0         | 0,0    | 0,0         | 0,0    | 0,0    |
| Ensemble                | 100,0       | 100,0  | 57,2        | 42,8   | 42,8   |

Tableau A3 : Evolution des effectifs des actifs occupés de 18 ans et plus par catégorie

| Situation dans l'occupation principale   | 2005             | 2006             | 2007             | 2008             | 2009             | 2010             | 2015             | 2020             | 2025             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Employeur, Patron  | 22 560           | 23 157           | 23 772           | 24 404           | 25 054           | 25 723           | 29 372           | 33 587           | 38 459           |
| Indépendant  | 2 075 928        | 2 127 612        | 2 180 702        | 2 235 239        | 2 291 264        | 2 348 822        | 2 661 203        | 3 019 191        | 3 429 943        |
| Salarié, Employé   | 247 303          | 254 437          | 261 792          | 269 374          | 277 190          | 285 249          | 329 462          | 381 023          | 441 209          |
| Apprenti   | 31 810           | 32 743           | 33 704           | 34 696           | 35 720           | 36 775           | 42 570           | 49 340           | 57 256           |
| Aide familial  | 2 322 767        | 2 378 660        | 2 436 023        | 2 494 895        | 2 555 319        | 2 617 340        | 2 953 003        | 3 335 900        | 3 773 202        |
| Autre et non déclarés  | 73 712           | 75 734           | 77 815           | 79 958           | 82 164           | 84 437           | 96 861           | 111 268          | 127 995          |
| <b>Catégories socio-professionnelles</b>   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Agriculture, Elevage, Pêche, Forêt   | 4 036 448        | 4 133 671        | 4 233 450        | 4 335 859        | 4 440 971        | 4 548 862        | 5 132 827        | 5 799 055        | 6 560 047        |
| Administration, Cadres supérieurs, Professions libérales                           | 21 498           | 22 129           | 22 780           | 23 451           | 24 143           | 24 857           | 28 778           | 33 359           | 38 716           |
| Administration, Cadres moyens  | 24 948           | 25 655           | 26 384           | 27 134           | 27 908           | 28 705           | 33 073           | 38 157           | 44 080           |
| Manoeuvres, Employés, Ouvriers, Cadres subalternes                                 | 56 860           | 58 485           | 60 159           | 61 885           | 63 664           | 65 497           | 75 549           | 87 260           | 100 916          |
| Commerce   | 279 255          | 287 159          | 295 305          | 303 699          | 312 348          | 321 263          | 370 104          | 426 947          | 493 168          |
| Artisanat  | 155 348          | 159 797          | 164 383          | 169 109          | 173 981          | 179 003          | 206 541          | 238 632          | 276 062          |
| Services domestiques, Services divers  | 84 459           | 86 940           | 89 499           | 92 138           | 94 859           | 97 667           | 113 085          | 131 100          | 152 167          |
| Forces armées et sécurité  | 22 529           | 23 189           | 23 870           | 24 572           | 25 297           | 26 043           | 30 145           | 34 936           | 40 537           |
| Autres métiers et professions  | 10 693           | 10 995           | 11 306           | 11 626           | 11 957           | 12 297           | 14 163           | 16 333           | 18 861           |
| Sans professions et professions non précisées                                      | 82 041           | 84 322           | 86 672           | 89 092           | 91 585           | 94 153           | 108 206          | 124 529          | 143 509          |
| <b>Branches d'activités</b>  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Agriculture, Chasse et sylviculture  | 4 058 830        | 4 156 629        | 4 257 001        | 4 360 019        | 4 465 757        | 4 574 292        | 5 161 761        | 5 832 023        | 6 597 663        |
| Pêche  | 1 567            | 1 606            | 1 646            | 1 687            | 1 730            | 1 773            | 2 009            | 2 279            | 2 590            |
| Industries extractives   | 4 861            | 4 985            | 5 112            | 5 243            | 5 378            | 5 516            | 6 269            | 7 134            | 8 129            |
| Activités de fabrication   | 104 185          | 107 133          | 110 171          | 113 302          | 116 528          | 119 852          | 138 068          | 159 267          | 183 963          |
| Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau                          | 4 600            | 4 736            | 4 876            | 5 020            | 5 169            | 5 322            | 6 165            | 7 151            | 8 303            |
| Construction   | 36 979           | 38 068           | 39 190           | 40 347           | 41 541           | 42 772           | 49 536           | 57 441           | 66 687           |
| Commerce de gros et de détail, Réparation de véhicules auto, Hôtels et restaurants | 6 306            | 6 490            | 6 680            | 6 876            | 7 078            | 7 287            | 8 431            | 9 768            | 11 330           |
| Transports, Entreposage et communications  | 37 173           | 38 268           | 39 398           | 40 563           | 41 764           | 43 004           | 49 813           | 57 770           | 67 080           |
| Intermédiation financière  | 3 908            | 4 024            | 4 143            | 4 267            | 4 394            | 4 525            | 5 245            | 6 087            | 7 073            |
| Immobilier, Location et activités de service aux entreprises                       | 20 149           | 20 744           | 21 358           | 21 992           | 22 645           | 23 319           | 27 022           | 31 351           | 36 416           |
| Administration publique et défense, sécurité sociale obligat                       | 99 132           | 101 945          | 104 844          | 107 831          | 110 909          | 114 082          | 131 469          | 151 708          | 175 294          |
| Education  | 16 203           | 16 668           | 17 148           | 17 642           | 18 152           | 18 677           | 21 558           | 24 916           | 28 833           |
| Santé et Action sociale  | 11 032           | 11 347           | 11 671           | 12 005           | 12 349           | 12 704           | 14 649           | 16 914           | 19 556           |
| Autres activités de services collectifs, sociaux et personne                       | 31 545           | 32 465           | 33 414           | 34 392           | 35 401           | 36 442           | 42 154           | 48 824           | 56 618           |
| Ménages employant du personnel domestique  | 9 615            | 9 900            | 10 193           | 10 495           | 10 807           | 11 129           | 12 898           | 14 965           | 17 385           |
| Organisme extra-territoriaux   | 5 277            | 5 430            | 5 588            | 5 751            | 5 919            | 6 092            | 7 043            | 8 153            | 9 450            |
| <b>Total actifs occupés</b>  | <b>4 774 080</b> | <b>4 892 343</b> | <b>5 013 808</b> | <b>5 138 566</b> | <b>5 266 712</b> | <b>5 398 346</b> | <b>6 112 471</b> | <b>6 930 308</b> | <b>7 868 063</b> |

Tableau A4 : Evolution des effectifs des actifs occupés supposés illégaux par catégorie

| Années   | 2005    | 2006    | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2015    | 2020    | 2025    |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>ACTIFS OCCUPES DE 10-15 ans</b>                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| <b>Situation dans l'occupation principale</b>            |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Employeur, Patron  | 1573    | 1614    | 1656    | 1699    | 1744    | 1789    | 2039    | 2327    | 2660    |
| Indépendant  | 49449   | 50707   | 52000   | 53330   | 54697   | 56104   | 63766   | 72598   | 82793   |
| Salarié, Emploi  | 18075   | 18586   | 19113   | 19656   | 20216   | 20793   | 23954   | 27635   | 31923   |
| Apprenti   | 8029    | 8256    | 8491    | 8733    | 8983    | 9240    | 10648   | 12288   | 14200   |
| Aide familial  | 890413  | 911605  | 933349  | 955660  | 978554  | 1002047 | 1129103 | 1273870 | 1439013 |
| Autre et non déclarée                                    | 146 716 | 150 610 | 154 617 | 158 740 | 162 983 | 167 348 | 191 160 | 218 671 | 250 492 |
| <b>Catégories socio-professionnelles</b>                 |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Agriculture, Elevage, Pêche, Forêt                       | 904671  | 926141  | 948170  | 970771  | 993963  | 1017760 | 1146442 | 1293028 | 1460208 |
| Administration, Cadres supérieurs, Professions libérales | 1384    | 1423    | 1463    | 1504    | 1547    | 1591    | 1833    | 2114    | 2442    |
| Administration, Cadres moyens                            | 1251    | 1287    | 1323    | 1361    | 1400    | 1440    | 1659    | 1914    | 2211    |
| Manoeuvres, Employés, Ouvriers, Cadres subalternes       | 3296    | 3389    | 3484    | 3582    | 3683    | 3787    | 4356    | 5019    | 5790    |
| Commerce   | 29325   | 30133   | 30966   | 31824   | 32707   | 33617   | 38593   | 44370   | 51084   |
| Artisanat  | 16839   | 17313   | 17801   | 18303   | 18821   | 19355   | 22279   | 25680   | 29640   |
| Services domestiques, Services divers                    | 9170    | 9431    | 9700    | 9978    | 10264   | 10558   | 12174   | 14057   | 16252   |
| Forces armées et sécurité                                | 1425    | 1465    | 1506    | 1549    | 1593    | 1638    | 1887    | 2176    | 2514    |
| Autres métiers et professions                            | 602     | 619     | 636     | 654     | 673     | 692     | 797     | 918     | 1060    |
| Sans professions et professions non précisées            | 146291  | 150178  | 154177  | 158292  | 162526  | 166883  | 190650  | 218113  | 249882  |
| Total  | 1114254 | 1141378 | 1169226 | 1197818 | 1227176 | 1257321 | 1420671 | 1607390 | 1821081 |
| <b>ACTIFS OCCUPES DE 15-18 ans</b>                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| <b>Situation dans l'occupation principale</b>            |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Employeur, Patron  | 2039    | 2094    | 2150    | 2208    | 2268    | 2330    | 2666    | 3055    | 3506    |
| Indépendant  | 61935   | 63603   | 65321   | 67088   | 68908   | 70780   | 81003   | 92829   | 106526  |
| Salarié, Emploi  | 19745   | 20324   | 20922   | 21538   | 22173   | 22829   | 26428   | 30633   | 35549   |
| Apprenti   | 11874   | 12222   | 12582   | 12953   | 13336   | 13730   | 15897   | 18430   | 21391   |
| Aide familial  | 563889  | 577477  | 591423  | 605736  | 620427  | 635506  | 717124  | 810239  | 916600  |
| Autre et non déclaré                                     | 22 540  | 23 152  | 23 782  | 24 431  | 25 099  | 25 786  | 29 542  | 33 893  | 38 938  |
| <b>Catégories socio-professionnelles</b>                 |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Agriculture, Elevage, Pêche, Forêt                       | 587637  | 601797  | 616329  | 631244  | 646553  | 662266  | 747313  | 844338  | 955159  |
| Administration, Cadres supérieurs, Professions libérales | 1141    | 1175    | 1210    | 1246    | 1283    | 1322    | 1532    | 1778    | 2066    |
| Administration, Cadres moyens                            | 1044    | 1075    | 1107    | 1140    | 1174    | 1210    | 1403    | 1630    | 1895    |
| Manoeuvres, Employés, Ouvriers, Cadres subalternes       | 3208    | 3302    | 3398    | 3498    | 3600    | 3706    | 4285    | 4962    | 5753    |
| Commerce   | 32984   | 33921   | 34886   | 35881   | 36906   | 37962   | 43750   | 50489   | 58340   |
| Artisanat  | 21887   | 22524   | 23180   | 23857   | 24555   | 25275   | 29225   | 33835   | 39221   |
| Services domestiques, Services divers                    | 11312   | 11646   | 11991   | 12347   | 12713   | 13092   | 15170   | 17600   | 20442   |
| Forces armées et sécurité                                | 1166    | 1200    | 1236    | 1273    | 1311    | 1350    | 1565    | 1817    | 2111    |
| Autres métiers et professions                            | 619     | 638     | 656     | 676     | 696     | 717     | 830     | 962     | 1117    |
| Sans professions et professions non précisées            | 21021   | 21594   | 22185   | 22793   | 23419   | 24064   | 27586   | 31669   | 36405   |
| Total  | 682021  | 698873  | 716180  | 733954  | 752210  | 770961  | 872660  | 989079  | 1122509 |

## **Annexe 2 : Liste des documents consultés**

1. Analyse des résultats du RGPH de 1996. Vol 2, Ouagadougou, Burkina Faso, INSD, décembre 2000
2. Analyse des résultats définitifs du recensement général de la population, Burkina Faso, 1985, INSD, 1990
3. Analyse des résultats de l'enquête prioritaire sur les conditions de vie des ménages de 1998, INSD, Ouagadougou, mars 2000
4. Concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel, AFRISTAT, Série Méthodes N° 2, décembre 1999
5. Enquête prioritaire sur les conditions de vie des ménages INSD, 1996
6. Le secteur informel dans l'agglomération de Ouagadougou : Performances, insertion, perspectives. Enquête 1-2-3, premiers résultats de la phase 2, déc-nov 2001, INSD, 2003
7. Profil de pauvreté et évolution de la pauvreté au Burkina Faso, INSD, Ouagadougou, Mars 200
8. Rapports d'activités du FASI 1999-2004
9. Faisons connaissance avec le SND, Premier Ministère, 2005
10. Statistiques sur l'offre et la demande d'emploi 1998-2002, ONPE
11. Annuaire statistiques des enseignements secondaire et supérieur 1990-1993, MESSRS
12. Document cadre de stratégie de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle
13. Rapport pays sur les Objectifs du millénaire pour le développement, décembre 2003
14. Lachaud J. P. : Pauvreté et inégalité au Burkina Faso, profil et dynamique, septembre 2003
15. la situation de l'emploi et de la formation professionnelle au Burkina Faso de 1960 à 1992 : regard critique, mémoire de fin de cycle, mars 1994
16. Ministère de l'économie et des finances, Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, mai 2000
17. Rapports d'activité du Programme d'Appui à la Réinsertion des Travailleurs Déflatés, Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité Sociale, 1998
18. Recommandation sur le chômage des jeunes au Burkina Faso, Conseil Economique et Social, Burkina Faso, 1994



### **Annexe 3 : Termes de référence de la mission**

**DESIGNATION DU POSTE** : Consultant national spécialiste en emploi et formation professionnelle

#### **1. CONTEXTE**

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) adopté en 2000 en son axe 3 « élargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres » a réaffirmé l'importance accordée à la promotion de l'emploi tout en insistant sur l'identification d'indicateurs de suivi évaluation des différentes politiques et programmes de promotion d'emploi et de formation professionnelle. Ainsi, Le Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance Economique (PRGE), qui a démarré ses activités en mai 2001 et qui a pour objectif d'appuyer le gouvernement de façon coordonnée avec les autres partenaires au développement, en vue d'améliorer la gouvernance économique afin d'assurer un environnement politique et économique approprié à la lutte contre la pauvreté et au renforcement du Développement Humain Durable (DHD), a repris la recommandation de créer deux observatoires : un observatoire de la pauvreté et du DHD et un Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Ces deux observatoires ont pour finalités :

- le suivi de la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- le suivi de la Stratégie nationale de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- et le suivi des indicateurs internationaux.

L'Observatoire de l'emploi et de la formation professionnelle a donc ainsi démarré ses activités en août 2001 dans un contexte où le marché du travail est caractérisé par :

- une faiblesse de données sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- une faible qualité des données disponibles sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- des définitions, concepts et nomenclatures non harmonisés;
- des productions sur le fonctionnement du marché du travail quantitativement limitées;

#### **2. OBJECTIFS DE L'ETUDE**

L'objectif global de l'étude est d'analyser la situation, passée, présente et futur de l'emploi et de la formation professionnelle. De manière spécifique il s'agit de présenter la situation de l'emploi dans les secteurs moderne, rural et informel à partir des sources de données et études récentes et de proposer des scénarii d'évolution probable.

#### **3. ATTRIBUTIONS DU CONSULTANT**

Sous la supervision du Coordonnateur Technique National et des responsables de l'ONEF, le consultant sera chargé :

1. d'inventorier les différents concepts les nomenclatures et les méthodes d'analyse utilisés par les producteurs de données statistiques sur l'emploi, la formation professionnelle ;
2. de présenter l'évolution de l'emploi dans les secteurs moderne, rural et informel selon les différents recensements et les enquêtes prioritaires 1996,1998 et

- 2003, et les études importantes réalisées sur le sujet (enquête 1.2.3), en tenant compte des différentes désagréations possibles (régionale, genre, age, etc) ;
3. de présenter la situation et l'évolution probable de la formation professionnelle ;
  4. de proposer des simulations de besoins d'emploi et de formation professionnelle pour le court, moyen et long termes ;
  6. de faire des recommandations pour des politiques d'emploi et de formation professionnelle en adéquation avec la demande.
  7. faire un débriefing chaque semaine, et à la fin de la mission pour exposer les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les solutions envisagées ;
  8. présenter à la fin de la mission un rapport provisoire écrit qui sera amendé par les responsables de l' ONEF. Les amendements seront pris en compte dans le rapport final ;
  9. déposer un CD contenant le rapport final et cinq copies sur papier.

#### 4. QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

- avoir au moins un DESS ou tout autre diplôme équivalent en économie, socio-économie, en démographie ;
- être spécialiste en projection démographique ;
- avoir une expérience confirmée sur les politiques macro économiques et les politiques d'emploi et de formation professionnelle
- être disponible sur toute la période
- être motivé.

#### 5. DUREE DE LA MISSION

La mission est prévue pour 30jours soit 1 homme/mois

- a. Début de la mission 20 juillet 2005 ;
- b. Dépôt du rapport provisoire 10 août 2005 ;
- c. Dépôt du rapport final 20 août 2005.

#### 6. FINACEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT

Le financement est assuré par le Programme des Nations Unies (PNUD) à travers le Projet de Renforcement de la Gouvernance Economique. Les modalités de paiement sont les suivantes :

- 40% à la signature du contrat et du dépôt du plan du rapport
- 30% au dépôt et acceptation du rapport provisoire
- 30% au dépôt et acceptation du rapport final.

Les paiements sont subordonnés à l'acceptation des différents rapports par le commanditaire

#### 7. LIEU DE DEROULEMENT DE LA MISSION

Les séances de débriefing se dérouleront chaque semaine à l'ONEF ou tout autre lieu choisi par lui.

#### **Annexe 4 : Liste des personnes ressources rencontrées**

M. ZOROME Omar, chargé de projet, Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) ;

Mme. SANGARE/TOU Marie, chargé de la formation par l'apprentissage, Fonds d'Appui à la Formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) ;

M. SAWADOGO Salif, Directeur général, Fonds d'Appui à la promotion de l'emploi (FAPE) ;

M. KAMBIRE P. Prosper, Directeur général, Fonction publique ;

M. NIANDA Edmond Martin, Directeur du recrutement , Fonction publique ;

M. NIKIEMA Jean Paul, Coordonnateur du programme national d'appui à la réinsertion des travailleurs déflatés (PNAR-TD) ;

Mme. YAOGO Rachael, Directrice régionale, Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), Ouagadougou ;

M. SAWADOGO E. Norbert, Responsable du service immatriculation, Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), Ouagadougou ;

M. YAMEOGO Patrice, Directeur général, Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO) ;

M. ZONGO Ahmed, Directeur de la mobilisation et de l'administration des appelés, Service National pour le Développement (SND), Ouagadougou.

## **Annexe 5 : Professions et métiers de la CITP adaptés au Burkina Faso**

### **AGRICULTURE ELEVAGE PECHE FORET**

agriculture – cultivateur  
Maraîcher  
jardinier – fermier  
exploitant de verger - pépiniériste  
bûcheron  
éleveur de bétail  
éleveur de volaille  
berger - garde-animaux  
pêcheur  
chasseur  
autres métiers de ce groupe non classés ailleurs

### **ADMINISTRATION CADRES SUPERIEURS PROFESSIONS LIBERALES**

#### **Cadres Supérieurs de l'administration territoriale, du travail et de la sécurité Sociale**

administrateur civil  
attaché administratif  
haut commissaire  
inspecteur des affaires administratives  
inspecteur du travail et des lois sociales

#### **Cadres Supérieurs de l'Enseignement et de la recherche**

enseignants d'université (plus maître assistant et maître de conférence)  
attaché d'intendance universitaire  
sociologue - anthropologue - psychologue - ethnologue  
chercheur (attaché de recherches, chargé de recherches, directeur de recherches, maître de recherches)

professeur d'enseignement secondaire  
proviseur  
censeur  
inspecteur d'enseignement (primaire ou secondaire)  
conseiller pédagogique

#### **Cadres supérieurs de la santé et des affaires sociales**

médecin - docteur en médecine  
médecin-spécialiste : gynécologue, pédiatre, dentiste, etc.  
pharmacien, aide pharmacien  
administrateur et attachés des hôpitaux  
technicien supérieur de laboratoire  
ingénieur sanitaire  
cadre supérieur d'orthopédie  
cadre supérieur des affaires sociales  
nutritionniste

#### **Cadres supérieurs des télécommunications - Transports Equipement - Bâtiment**

pilote et ingénieur de la navigation aérienne  
architecte - urbaniste  
inspecteur des T.P.  
cadre sup. de la météo, des travaux météo, météorologue  
cadre sup. des ponts et chaussés, ingénieur géomètre  
ingénieur de l'équipement rural et ingénieur de l'hydraulique  
cadre sup. des P et T ingénieur des P et T - administrateur des P et T  
cadre sup. et technicien de l'équipement rural

#### **Cadres Supérieurs des Ressources Financière, du Budget et de la Planification**

cadre supérieur des affaires économiques  
banquier  
cadre sup. des ressources financières - du trésor - des impôts - des douanes - du domaine  
administrateur des services fiscaux et des services financiers  
planificateur  
cadres supérieurs statisticiens et démographes  
informaticiens

**Cadres Supérieurs de l'Agriculture - Elevage - Forêt Géologie et Mines**

cadres sup. de l'agriculture  
cadres sup. des Eaux et Forêts  
cadres sup. de l'élevage  
botaniste  
ingénieur et conseiller FJA  
docteur vétérinaire  
cadres sup. géologie et des mines

**Cadres Supérieurs de la Justice, de l'Information et des Relations Extérieures**

magistrat  
avocat  
mandataire de justice  
président de la cour d'appel  
cadre sup. de la presse  
cadre sup. des affaires étrangères  
interprète

**Autres Cadres Supérieurs non classés ailleurs**

administrateur des affaires culturelles  
cadre sup. des services touristiques et hôteliers  
cadre sup. de la documentation  
inspecteur d'Etat  
professeur d'éducation permanente et physique  
inspecteur de la jeunesse et des sports  
conseiller de la jeunesse et d'animation  
autre cadre supérieur

**ADMINISTRATION - CADRES MOYENS****Cadres Moyens de l'Administration, du Travail et de la Sécurité Sociale**

secrétaire de direction, secrétaire administratif  
contrôleur de travail

**Cadres Moyens de l'Enseignement et de la bibliothéconomie**

maître-instituteur  
assistant FJA  
surveillant de lycées et collèges  
maître d'EPS - éducateur sportif  
cadre moyen de la documentation

**Cadres Moyens de la Santé et de l'Action Sociale**

infirmier d'Etat spécialisé et breveté  
sage-femme d'Etat ou spécialisée  
assistant en santé  
technicien et assistant d'assainissement  
prothésiste dentaire  
laborantin  
gestionnaire des hôpitaux  
aide sociale - éducateur social  
puériculture  
Autre cadre moyen

**Cadres Moyens des Télécommunications Transports Equipement - Bâtiments**

Conducteur des T.P. et de train  
chef mécanicien - chef de chantier  
adjoint technique des T.P.  
contrôleur - receveur des P et T  
assistant météorologiste et de la navigation aérienne  
technicien du génie rural  
Contremaître

**Cadres Moyens des Ressources financières, du budget et de la Planification**

cadre moyen du budget, des ressources financières  
comptable - percepteur  
assistant des affaires économiques et économiste  
adjoint technique de la statistique

**Cadres Moyens de L'Agriculture - Elevage - Forêt Géologie et Mines**

conducteur des travaux agricoles  
agent technique d'agriculture spécialisé  
contrôleurs des eaux et forêts  
assistant et agent technique d'élevage spécialisé  
technicien de la géologie

**Cadres Moyens de la Justice - de l'Information et des Affaires Etrangères**

greffier - mandataire de justice  
secrétaire des affaires étrangères  
agent de maîtrise de l'information  
reporter et animateur radio et télévision

**MANŒUVRES -EMPLOYES - OUVRIERS CADRES SUBALTERNES****Cadres subalternes de l'Agriculture - Elevage Forêt - Géologie et Mines**

encadreur d'ORD  
moniteur et formateur FJA  
préposé des eaux et forêt  
agent technique d'agriculture et d'élevage  
infirmier vétérinaire  
mineur  
foreur de puits

**Cadres Subalternes des Administrations, Finances, Trésor, Planification**

aide- comptable  
caissier  
cadre subalterne du budget, et des ressources financières  
agent de bureau - de recouvrement - des services fiscaux de constatation d'assiette - dactylographe,  
collecteur d'impôt  
planton - agent de liaison - commis d'administration  
Standardiste - réceptionniste - téléphoniste  
relieur - reprographe  
cadre subalterne des affaires économiques - préposé des  
affaires économiques, adjoint administratif  
préposé des douanes - du contrôle économique  
agent et assistant technique de la statistique

**Cadres Subalternes de l'Equipement - des Transports des Télécommunications - du Bâtiment**

conducteur d'engin des T.P.  
dessinateur - calqueur  
opérateur topographe  
cheminot  
opérateur du génie rural  
agent de maîtrise de la géologie et des mines  
cadre subalterne des transmissions météo  
aide météo  
cadre subalterne des P et T, facteur  
surveillant des télécommunications

**Cadres Subalternes de la Santé**

garçon ou fille de salle  
agent itinérant de santé  
distributeur de comprimés  
aide infirmier - aide-soignant  
accoucheuse auxiliaire - matrone  
aide-laborantin  
agent d'hygiène ; d'assainissement  
autre personnel de santé subalterne

**Autre personnel subalterne**

Manœuvre, ouvrier  
magasinier  
Vérificateur

## **COMMERCE**

commerçant  
boutiquier  
vendeur de tissus et friperie  
vendeur de fruits  
vendeur de beignets et d'autres aliments (vendeur d'aliments)  
vendeur de légumes et arachides et tous condiments  
aide vendeur  
démarcheur  
conseiller commercial  
libraire  
vendeuse de dolo  
boucher  
meunier  
autres métiers du commerce

## **ARTISANAT**

### **Artisanat de production**

tisserand - tricoteur (se)  
forgeron  
menuisier  
Teinturier, potier  
vannier  
cordonnier - tanneur  
maçon - tâcheron  
dolotière  
fileuse de coton

### **Artisanat d'art**

bijoutier  
sculpteur  
peintre

### **artisanat de service**

mécanicien - réparateur de petits engins  
garagiste  
électricien  
réparateur de montre – horloger, réparateur de radio, T.V.  
plombier  
photographe  
tailleur  
tôlier - ferrailleur  
tapissier – matelassier

## **SERVICES DOMESTIQUES SERVICES DIVERS**

boy - cuisinier, gouvernante  
serveur de restaurant - garçon d'hôtel - propriétaires de  
restaurants  
servante de bar  
gardien de nuit  
barman - barmaid  
taxi man - chauffeur - conducteur de bus  
blanchisseur  
coiffeur - coiffeuse  
cireur  
laveur - nettoyeur  
maître et gérant d'hôtel  
entrepreneur  
puisatier  
Boulangier

**FORCES ARMEES ET SECURITE**

militaire  
gendarme  
agent de police  
pompier  
agent de la GNR  
autre personnel de la sécurité

**AUTRES METIERS ET PROFESSION**

personnel du culte chrétien  
personnel du culte musulman; marabout, imam, maître coran.  
tradipraticien, guérisseur traditionnel  
autres professions non classées ailleurs

**SANS PROFESSION ET PROFESSION NON PRECISEE**

sans profession  
profession non précisée